

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE

SLO

# Rapport d'**Orientations** Budgétaires **2025**





## **DISPOSITIONS LEGALES**

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE



Le **débat d'orientation budgétaire** représente une étape essentielle de la **procédure budgétaire des collectivités**. Il participe à l'information des élus et favorise la **démocratie participative des assemblées délibérantes** en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

**Le DOB est une étape obligatoire** dans le cycle budgétaire des régions, départements, communes de plus de 3 500 habitants, EPCI comprenant au moins une commune de plus de 3 500 habitants.  
En cas d'absence de DOB : toute délibération relative à l'adoption du budget primitif est illégale.

Selon la jurisprudence, la tenue du DOB constitue une formalité substantielle. Conséquence, toute délibération sur le budget qui n'a pas été précédée d'un tel débat est entachée d'illégalité.

Le budget primitif est voté au cours d'une séance ultérieure et distincte, le DOB ne peut intervenir ni le même jour, ni à la même séance que le vote du budget.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

les orientations budgétaires envisagées : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement).

les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses

la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice

l'évolution rétrospective des dépenses réelles de fonctionnement

Le rapport doit être communiqué aux membres des assemblées délibérantes en vue du débat d'orientation budgétaire, au minimum 5 jours avant la réunion pour les conseillers municipaux.

L'absence de communication aux membres de l'assemblée délibérante de ce rapport constitue un vice revêtant un caractère substantiel et justifie l'annulation de la délibération d'adoption du budget primitif dans la mesure où elle est intervenue à l'issue d'une procédure irrégulière.

### **Délibération, compte-rendu de séance et publicité**

Obligatoire, la délibération permet de prendre acte de la tenue du DOB et de prémunir les collectivités contre un éventuel contentieux engagé par un tiers devant une juridiction administrative.

Le DOB est relaté dans un compte-rendu de séance.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours.

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit être mis à la disposition du public par la collectivité, le public devant être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, ...).

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

## **RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025**

L'exercice prospectif s'avère délicat depuis plusieurs années, tant la situation nationale et internationale est incertaine et évolue rapidement. Pour 2025, il est particulièrement compliqué par les conditions d'élaboration du projet de loi de finances (PLF), avec le dépôt tardif par le gouvernement d'un texte impactant fortement les ressources des collectivités territoriales.

Loin des 5 milliards annoncés par le Gouvernement, l'effort qui est demandé aux collectivités s'élève, en réalité, à au moins 8,5 à 10 milliards d'euros selon les calculs effectués par les associations d'élus.

Le Premier ministre a lui-même reconnu qu'« il n'est pas normal ni juste de montrer les communes et les collectivités territoriales comme si elles étaient responsables du déficit. »

En effet, en application de la « règle d'or », les collectivités n'ont pas la possibilité, à la différence de l'Etat, de voter un budget en déficit et il leur est strictement interdit d'emprunter pour rembourser leur dette et pour financer leur fonctionnement.

Et pourtant : réduction drastique du fonds vert, remise en cause des règles du fonds compensation de la TVA, prélèvement pouvant atteindre 2% des recettes de fonctionnement, hausse des cotisations CNRACL... les perspectives qui attendent les collectivités sont dangereuses pour le pays à bien des égards :

- dangereuses pour notre économie car les collectivités portent, à elles seules, près de 70 % de l'investissement public du pays. Les conséquences seraient dramatiques, en particulier pour les entreprises des secteurs très liés à la commande publique, à l'image des travaux publics, faisant craindre un effet récessif important au moment où, déjà, beaucoup d'entreprises chancellent.
- dangereuses pour nos services publics de proximité : l'effort demandé est tellement insoutenable qu'il aboutirait fatalement à un affaiblissement des services publics du quotidien essentiels pour les habitants, et donc à un accroissement des inégalités et des fractures sociales et territoriales,
- dangereuses pour l'environnement, alors que l'accélération des investissements est nécessaire pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, et pour s'adapter au réchauffement climatique.

Depuis plusieurs années, la Ville de Billy-Montigny a fait des choix engagés et raisonnés à la fois, en contenant les dépenses de fonctionnement, en cherchant de nouvelles recettes, en développant un plan d'investissements au service du confort de vie tout en diminuant ou en maintenant son taux communal de taxe foncière, contrairement à d'autres villes.

La stratégie de désendettement menée préalablement par la ville, a permis par ailleurs de mettre en œuvre les nécessaires investissements structurants et de continuer à assurer une haute qualité du service public rendu au quotidien

Maintien du service public, poursuite des investissements, stabilité fiscale, les orientations budgétaires pour 2025 s'inscrivent dans la droite ligne de celles présentées depuis le début du mandat.

Compte tenu des incertitudes quant au contenu du projet de loi de finances, ce document n'intègre pas à ce stade les mesures annoncées par le gouvernement mais non adoptées définitivement par le Parlement. Plus que jamais, l'intégralité des chiffres, tableaux, graphiques qui sont présentés dans ce document ne sont que prévisionnels et seront amenés à évoluer en fonction des mesures adoptées en loi de finances.

Les données présentées au stade du rapport d'orientations budgétaires seront affinées et consolidées dans la perspective du vote du Budget Primitif (BP) 2025 au mois d'avril prochain.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE

SLOW

C'est dans ces conditions que le Conseil Municipal est invité à délibérer pour l'adoption du Rapport d'Orientations Budgétaires.



**Monde : les banques centrales desserrent l'étau, le risque géopolitique monte d'un cran**

La croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.

La plupart des banques centrales des pays avancés (BCE, Fed, BoE, BNS, BoK, Riksbank, etc.) ont commencé à desserrer l'étau du crédit sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait :

- La Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 pbs à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.
- La Fed a entamé son cycle d'assouplissement en fanfare en abaissant son objectif de taux de 50 pb en septembre et ce mouvement baissier se poursuivrait.
- La Banque d'Angleterre a également entamé son cycle de baisses de taux et celui-ci continuerait.
- A rebours, la Banque du Japon a mis fin aux taux négatifs et pourrait procéder à une nouvelle hausse de taux d'ici la fin de l'année.

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

**Zone Euro : l'activité a fait mieux que prévu au 3ème trimestre, mais cela va-t-il durer ?**

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 0,8 % en 2024 et de 1,3 % en 2025 en zone Euro.

L'activité a progressé de +0,4 % au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 %, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 %, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3. Pour le 4ème trimestre 2024, nous anticipons une croissance du PIB de +0,3 % en zone Euro, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.

Inflation : nous tablons sur une inflation de 1,8 % en 2025 après 2,3 % et une inflation sous-jacente de 2,2 % après 2,9 %. L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %.

L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

Risques : l'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes. Selon nos estimations, une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.



## **France : retour à la réalité après les Jeux Olympiques ?**

Scénario de croissance : nous anticipons une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France.

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3<sup>ème</sup> trimestre, en ligne avec nos attentes. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3<sup>ème</sup> trimestre. Notre estimation d'un effet JO de l'ordre de +0,25 pp semble raisonnable, avec un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à -0,1 % T/T au 4<sup>ème</sup> trimestre). Pour l'année 2025, notre prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement. Nous estimons néanmoins que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

Inflation : en moyenne annuelle, nous prévoyons l'inflation (IPCH) française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025.

L'inflation (IPCH) française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre. L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé. Nous nous attendons à ce que l'inflation française se redresse quelque peu en novembre et décembre, mais qu'elle reste inférieure à 2 %. Risques : l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.

## **France : l'emploi privé présente des signes d'essoufflement**

Après +0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2- 2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé. Alors que l'emploi public continue de progresser (+16k au T2-2024, après +21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (-25k au T3-2024 après - 28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024. Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.

La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel au T2 2024 comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire (+2,8 %) et la construction (+2,8 %).

Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages. Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

## **France : nouveau dérapage du déficit public en 2024**

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 4,4 % attendus dans le projet de loi de finances. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.



En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF stabilité), ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement en dehors des périodes de crise.

Le gouvernement vise un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprend un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

En pratique et en dépit de l'entrée de la France en procédure pour déficit excessif, l'effort de redressement budgétaire sera probablement plus lent :

- de nombreuses mesures présentées par le gouvernement manquent de détails, notamment en ce qui concerne le volet réduction des dépenses.

Cet exercice d'orientations budgétaires intervient une nouvelle fois dans un contexte porteur de multiples incertitudes économiques, sociales et environnementales rendant les prévisions difficiles à opérer. Les dernières prévisions de la Banque de France pour 2025 et 2026 prévoient une croissance modérée similaire à celle observée pour 2024 (1,2 % pour 2025 et 1,5 % pour 2026 vs. 1,1 % pour 2024) mais avec une inflation plus faible qui redescend sous les 2 % (1,5 % pour 2025 et 1,7 % pour 2026 vs. 2,5 % pour 2024). L'élaboration de ce ROB a été effectuée avant la validation du projet de loi de finances (PLF) par le gouvernement. Cela rend les prévisions d'autant plus incertaines que les ressources de la collectivité proviennent en grande partie des recettes fiscales et des concours financiers de l'État. Il est fort probable que des ajustements structurels seront à prévoir par rapport au ROB lors du vote du Budget Primitif (BP) 2025 en avril prochain du fait du retard pris dans le processus budgétaire de l'État.

## L'ANALYSE DE LA SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE DE BILLY-MONTIGNY FIN 2024

### A – Les orientations de la section de Fonctionnement

L'année 2024 a été marquée par un exercice lié aux gros Investissements notamment avec la construction d'un centre aquatique et la continuité des travaux du Quartier du Vieux-Billy. Les chiffres de la colonne 2024 correspondent au compte administratif réel.

#### 1 - Des dépenses de fonctionnement quasiment stables :

La maîtrise des dépenses de fonctionnement se poursuivra et sera traduite dans le projet de budget primitif 2025.

La poursuite d'une dynamique de gestion resserrée apparaît en effet indispensable pour préserver l'autofinancement de la commune et sa capacité à investir.

Les postes les plus importants sont les charges de personnel (52.45% des dépenses) et les charges générales (28.12% des dépenses).

→ Les charges générales enregistrent en 2024 une légère diminution de l'ordre de -4.61% liée au contexte économique et de la nécessité de se tourner vers des économies.

→ En 2024, les dépenses de personnel connaissent une légère augmentation de l'ordre de 7,09%, en raison d'un volume encore d'avancements d'échelons et de grades, ainsi que la mise en place des tickets restaurants, qui sont venus impactés la masse salariale.

Le ratio dépenses réelles de fonctionnement/population considéré comme un indicateur de coût, cherche à appréhender le niveau des charges réelles de fonctionnement supporté par la collectivité. Il constitue une des mesures possibles du « service rendu » aux habitants de Billy-Montigny.

	2020	2021	2022	2023	2024
Dépenses réelles de fonctionnement par habitant	738	725	763	830	977

#### Les principaux postes de dépenses

Dépenses de Fonctionnement	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Charges à caractère général	1 859 062,94	1 751 987,69	2 002 232,33	2 345 364,89	2 242 001,64
Charges de personnel	3 562 008,77	3 648 178,68	3 728 009,58	3 885 024,07	4 181 565,46
Atténuation de produits	-	-	-	8300,00	1 887,00
Autres charges de gestion courante	404 451,75	377 471,98	372 237,55	342 078,87	381 661,05
<b>S/T Charges de gestion</b>	<b>5 825 523,46</b>	<b>5 777 638,35</b>	<b>6 102 479,56</b>	<b>6 580 767,83</b>	<b>6 807 115,15</b>
Charges financières	88 605,10	76 547,71	84 160,20	172 481,21	167 364,97
Charges exceptionnelles	21 843,03	22 298,36	14 892,17	14 322,49	7 634,04
<b>TOTAL des dépenses réelles</b>	<b>5 935 971,59</b>	<b>5 876 484,42</b>	<b>6 201 531,93</b>	<b>6 767 571,53</b>	<b>6 982 114,16</b>



Les dépenses de Fonctionnement comportent 4 postes principaux :

**a) Les charges à caractère général**

Les charges à caractère général regroupent les achats courants, les services extérieurs.

Elles représentent à peu près 30 % des dépenses réelles de fonctionnement et impactent tous les postes de la collectivité.

L'augmentation d'une partie de ces charges est quasi-inévitable puisqu'il s'agit ici des dépenses d'énergie liées en partie aux factures de gaz, eau, électricité, essence, matières premières, soumises à l'augmentation du coût de la vie.

Elles regroupent également toutes les dépenses liées à l'entretien des bâtiments publics et des voiries et trottoirs.

**Prévision 2025** : des recherches d'économie sont toujours en cours sur le Chapitre 011 : optimisation de la gestion des fluides, de la maintenance et des coûts liés aux énergies.

**b) Les charges de personnel**

**Sur la commune de Billy-Montigny, les dépenses du chapitre 012 sont restées quasi stables sur la période 2018 /2024.**

Elles ont augmenté de 0.7% sur 4 ans de 2015 à 2019 alors que l'évolution normale attendue des dépenses du personnel sous l'effet du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) est d'environ 1.5% par an soit 6% sur 5 ans.

En 2025, le budget prévisionnel pour le chapitre 012 devrait légèrement augmenter, en raison de l'évolution automatique des avancements d'échelons et des avancements de grades mis en place par la municipalité. De même, depuis juillet 2024, la mise en place des tickets restaurants en faveur du personnel ainsi que le renforcement des agents au nouveau centre aquatique impactent le chapitre 12. A noter la hausse de 3% des charges patronales pour les agents cotisant à la caisse de retraite CNRACL.

Ainsi, pour tenir compte des hausses successives du SMIC, le minimum de traitement dans la fonction publique, a été augmenté. Ainsi, depuis le 1er janvier 2025, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public occupant un emploi doté d'un indice percevront le traitement afférent à l'indice majoré 366 (indice brut 367).

Le ratio dépenses de personnel/ dépenses réelles de fonctionnement mesure la charge de personnel de la collectivité et cette dépense est incompressible.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dépenses de personnel sur dépenses réelles de Fonctionnement	55,30%	58,58%	61.24%	59.45%	56,96%	52.45%
Dépenses de personnel sur recettes réelles de Fonctionnement	39,09%	38,77%	40.32%	39.92%	41.50%	40.96%

Commune strate identique : 55,80% (source DGCP)

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE

SLOW



SLOW

### c) Les autres charges de gestion courante

Les charges de gestion courantes comprennent notamment les subventions allouées aux différentes associations qui représentent environ 150 000 euros et restent stables. La vie associative est très active à Billy-Montigny et bénéficie du soutien constant de la municipalité depuis de nombreuses années. La municipalité a toujours fait le choix de ne pas restreindre le montant des subventions allouées aux associations communales, et ce, malgré la baisse des dotations de l'Etat et la crise sanitaire.

Le montant pour 2025 s'inscrira dans la continuité des années précédentes.

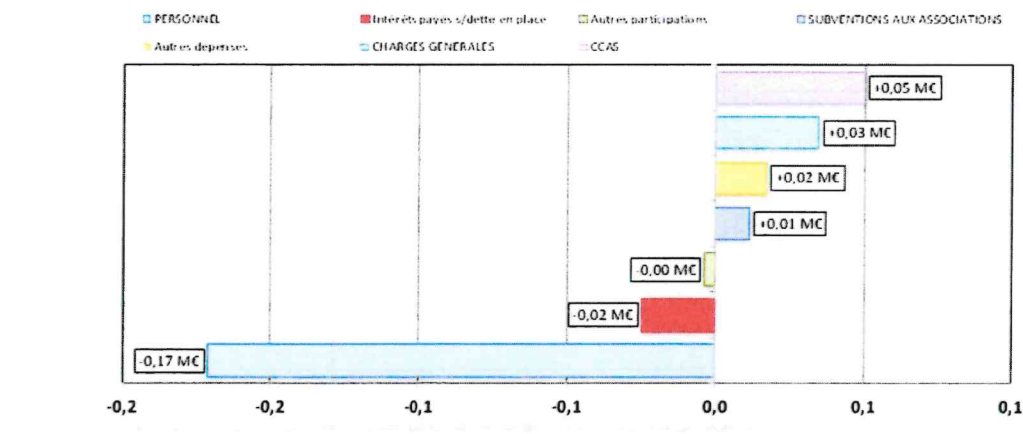
La subvention versée au CCAS varie chaque année, en raison de l'excédent de Fonctionnement qui résulte du compte administratif.

En 2023, la subvention s'élevait à 105 000 euros et 120 000 en 2024. Il sera proposé de la reconduire en 2025 à hauteur de 150 000 € dans le cadre du vote du budget primitif.

### d) Les charges financières :

Les charges financières sont composées des intérêts de la dette, qui se sont élevées à 167 365 euros sur 2024. En 2023, la ville a contracté un emprunt de 2M afin de financer, en partie, le nouveau centre aquatique. A noter que les intérêts des emprunts, basés sur le livret A connaissent une forte hausse qui est directement liée à la crise économique. A noter que la commune a renégocié fin 2024, un emprunt fortement impacté par la fluctuation des taux – (CMS 30-10).

Contribution des différents postes de dépenses à la baisse globale des dépenses de fonctionnement sur la période 2017 - 2019 (-0,1 M€)



## 2 – Des recettes de fonctionnement stables :

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de 7,80 % entre 2023 et 2024 :

→ Les **dotations de péréquation**, comprenant la DSR, DSU, ont poursuivi la trajectoire de revalorisation de leurs enveloppes, la DNP a connu quant à elle un très léger reflux sur la période

→ Les **atténuations de charges** se sont réduites sur la période (-23,82%) : elles varient en fonction des versements de sécurité sociale et des différentes assurances (arrêts maladie ...) ;

→ Les produits **fiscaux**, après avoir bénéficié de la dynamique des bases en 2018, ont amorcé en 2019 une décélération par volonté de la collectivité. Le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties a été voté en baisse en 2019, 2020, 2021, 2022, maintien du taux en 2023 et baisse du taux de -2% en 2024, par décision du conseil municipal visant à annuler l'effet revalorisation législative des bases.

→ Le **FPIC** a quant à lui, légèrement reculé en 2024 par rapport en 2023.

Pour rappel, le FPIC se calcule au niveau du territoire (EPCI + communes).

Le niveau du ratio recettes réelles de fonctionnement / habitant donne une idée des ressources dont dispose la commune pour financer ses interventions.

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Recettes réelles de Fonctionnement par habitant	1 050,55	1 116,16	1 102,36	1 136,37	1 139,50	1 251,55

Commune de strate identique : 1 243 € /habitant - Source DGCP

### Les principaux postes de recettes

Recettes de fonctionnement		CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
70	Produits des services	212 786	245 045	280 197	331 720	375 063
73	Impôts et taxes	3 937 126	4 209 178	3 902 819	4 296 906	4 322 055
74	Dotations et participations	4 321 566	4 246 855	4 207 627	4 552 896	4 607 613
75	Autres produits gestion courante	81 008	106 277	54 083	122 929	115 853
013	Atténuations de charge	182 404	174 127	182 374	52 008	42 004
77	Produits exceptionnels			222 203	12 549	698 569
S/T recettes réelles		9 187 127*	9 048 036*	9 338 691	9 369 008	10 161 157
S/T recettes d'ordre		-	-	-	2913	47 725
Total des recettes		9 187 127	9 048 036	9 338 691	9 371 921	10 208 882

\* + les produits exceptionnels

Les recettes de la commune sont composées à 45,13% des **dotations de l'Etat** (dotation forfaitaire, DSR, DSU, DNP) et à 42,33% de **fiscalité**

→ 42% des recettes sont **soumises aux décisions de l'Etat** sur sa politique de péréquation. La commune de Billy-Montigny est largement dépendante du

dynamisme des dotations pour faire face à l'augmentation de ses dépenses.

→ La **fiscalité** reste stable sur commune malgré la revalorisation des valeurs locatives. La commune a **baissé le niveau de pression fiscale en 2019, 2020, 2021 et 2022 et a décidé de ne pas augmenter les taux en 2023** (baisse du taux de TFPB en 2019 : - 2.2 points et - 0.9 point en 2020 et -



0.5 point en 2021, et -2% en 2022 annulant la revalorisation annuelle des bases établie par la Loi de Finances). En 2024, la Municipalité a décidé à nouveau, de baisser les taux de -2%.

#### a) Les produits de la fiscalité directe et indirecte :

Le chapitre des impôts et taxes du budget de la Ville constitue près de 35.10% des recettes réelles de Fonctionnement.

A l'intérieur de ce chapitre se trouvent :

- **Les contributions directes**, soit le total des recettes représentées par les Taxes Foncières (Bâti dont reversement de la part départementale et Non Bâti) représentent 97.10% de ce chapitre avec 3 222 095 € en 2024.

La **fiscalité directe évolue à un faible rythme** sur la période 2017/2020 sur le territoire de la commune. En effet, en moyenne la fiscalité a augmenté de 0,8% par an. Cependant une action à la baisse sur les taux fiscaux contribue à l'explication. Une progression physique importante des bases de foncier bâti a cependant été observée en année 2018 (+2,8%), très certainement liée à la fin d'exonération de bases logement social (+10% de progression des bases logement social entre 2017 et 2019), amenant la municipalité à voter une diminution de taux au prorata de la variation forfaitaire des bases décidée en LFI sur les années suivantes :

- En 2019, diminution du taux communal de TFPB de 2,20%
- En 2020, diminution du taux communal de TFPB de 0,90%
- En 2021, diminution du taux communal de TFPB de 0,50 %
- En 2022, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%
- En 2023, aucune augmentation du taux communal de TFPB
- En 2024, diminution du taux communal de TFPB de 2.00%

2021 est la première année d'application de la réforme du transfert de la taxe foncière départementale aux communes, en lieu et place de la taxe d'habitation. Un coefficient correcteur de 1,052439 est appliqué aux recettes de taxes foncières départementales pour les ajuster à nos recettes antérieures de taxe d'habitation.

En termes de taux de foncier bâti, la ville de Billy Montigny dispose d'un taux de référence de 51,70 % : application du taux départemental du foncier bâti de 22,26 au taux communal de 29,44.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Produit des impositions directes par habitant	334,35	353,40	360.23	383.12	395.01

Le produit de la fiscalité directe par habitant pour les communes de strates de population identique s'élève à 501 euros/hbt (source DGCL).

- **Les contributions indirectes** (taxe sur l'électricité, droits de mutation, attribution de compensation, dotation de solidarité communautaire...)

L'attribution de compensation (part reversée par la CALL qui perçoit la Unique en lieu et place des communes). Elle s'est élevée pour l'année 2024 à 671 087 euros.

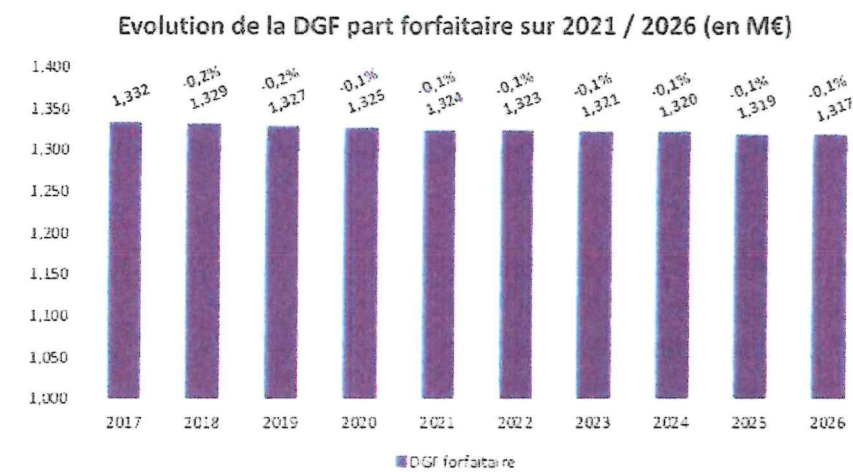
La Loi de finances pour 2020 a fait évoluer les règles relatives à la répartition de la Dotation de Solidarité Communautaire, notamment dans la prise en compte des critères d'attribution. Ainsi, le 10 novembre 2021, le Conseil Communautaire a approuvé le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité intégrant ces évolutions législatives.

Ainsi, le montant prévisionnel de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) perçue par la commune passerait de 122 846 € en 2022 à 123 563 € en 2024.

Suite à l'adoption des nouvelles modalités de répartition de la dotation de solidarité communautaire, une correction des attributions de compensation (AC) des communes a été entérinée par la CALL afin d'assurer une neutralité territoriale des sommes dont bénéficient les communes au regard des nouveaux critères de cette dotation. En application de ce nouveau mode de répartition des AC, en 2025, le montant prévisionnel serait de 768 569.50 euros.

**b) Les concours financiers de l'Etat :**

Les recettes des dotations de l'Etat représentent 45% des recettes réelles de fonctionnement.



La Dotation Globale de Fonctionnement de la commune de Billy-Montigny s'élève à 4 085 609 euros en 2024. Au sein de la DGF, la principale dotation est la dotation forfaitaire. La Dotation Globale de Fonctionnement se compose de :

- La dotation Forfaitaire,
- La dotation de Solidarité Rurale,
- La dotation de Solidarité Urbaine,
- La dotation Nationale de Péréquation

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
DGF par habitant	446	456	466	474	485	501

Le ratio des villes de strates identiques est de 154 € /hbt.



Le ratio « dotation globale de fonctionnement / recettes réelles de fonctionnement » permet d'apprécier le degré de « dépendance financière » de la commune vis-à-vis d'une des principales dotations de l'Etat. Ainsi, en fonction des années, de 30 % à 40% des recettes de fonctionnement relèvent essentiellement de décisions émanant de l'Etat et constituent à ce titre, une ressource sur laquelle la collectivité ne dispose d'aucun moyen d'action quant à son évolution.

DGF	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dotation Forfaitaire	1 326 847	1 325 240	1 326 753	1 327 699	1 328 077	1 321 934
Dot Solidarité Rurale	303 540	333 596	354 169	379 626	408 459	436 825
Dot Solidarité Urbaine	1 744 128	1 799 113	1 844 821	1 892 205	1 944 130	2 024 859
Dot Nationale de péréquation	297 520	302 302	299 068	298 759	304 347	301 991
TOTAL	3 672 035	3 760 251	3 824 811	3 898 289	3 985 013	4 085 609
Ratio DGF/RRF	42,46%	40,92%	42,27%	41,75%	42,50%	40,20%

Depuis 2014, on observe une augmentation importante des dotations de péréquation (notamment DSR et DSU), mécanisme profitant pleinement à la commune car :

- la DSR est passée de 0,15 M€ en 2014 à 0,43 M€ en 2024 ;
- la DSU a évolué de 1,2 M€ en 2014 à 2,02 M€ en 2024 ;
- la DNP est restée, quant à elle, quasi stable sur la période.

La **Dotation de Solidarité Rurale (DSR)** est une dotation réservée aux communes de moins de 10 000 habitants, comme c'est le cas pour Billy Montigny. Elle est composée de trois fractions :

→ La fraction « bourg centre » destinée aux bureaux centralisateurs ou chefs-lieux de canton ou regroupant au moins 15% de la population du canton. Billy -Montigny n'est pas concernée par cette part ;

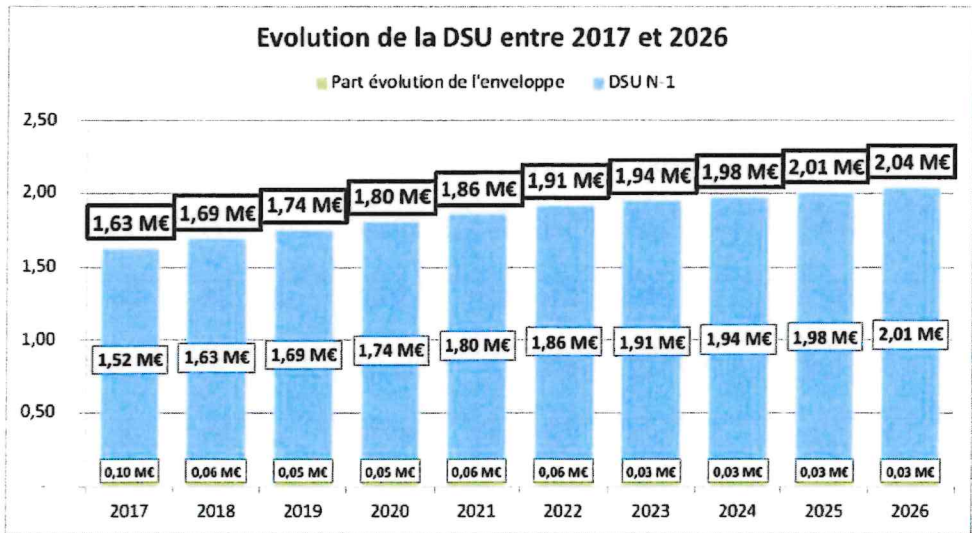
→ La fraction « **péréquation** » bénéficie aux communes disposant d'un potentiel financier par habitant inférieur au double du potentiel financier par habitant moyen de leur strate. Billy-Montigny perçoit cette part car son potentiel financier par habitant est de 708 €/hab. en 2020 lorsque le double de la moyenne est de 2 199 €/hab.

→ La fraction « **cible** » est destinée aux 10 000 premières communes classées en fonction d'un indice synthétique calculé en fonction du potentiel financier par habitant et du revenu par habitant. Billy- Montigny est bénéficiaire de cette fraction puisqu'elle est à la 474ème place du classement 2020.

Evolution des autres dotations de péréquation sur  
2021 / 2026 (en M€)



La ville de Billy-Montigny fait partie en 2024 des 125 communes de m éligibles à la DSU.



La **Dotation Nationale de Péréquation (DNP)** est composée de deux parts :

- La **part principale**. La commune est éligible à cette part car son potentiel financier par habitant (708 €/hab.) est inférieur à 105% du potentiel financier par habitant moyen du même groupe démographique (1 099 €/hab.) et son effort fiscal (1,54) est supérieur à l’effort fiscal moyen du groupe démographique (1,19) ;
- La **part majoration**. Billy Montigny est également bénéficiaire de cette part car, son potentiel fiscal « produits post-TP » (112 €) est inférieur à 75% du potentiel fiscal « produits post-TP » moyen de la strate (205 €)

c) Les produits des services :

Il s’agit des recettes liées à la fois à l’exploitation et aux prestations de services assurées par la collectivité auprès des usagers. Ces autres recettes restent stables et traduisent les engagements de la municipalité de ne pas peser sur le pouvoir d’achat des familles, en effet, les tarifs municipaux n’augmentent pas.

d) Le fonds de péréquation intercommunal :

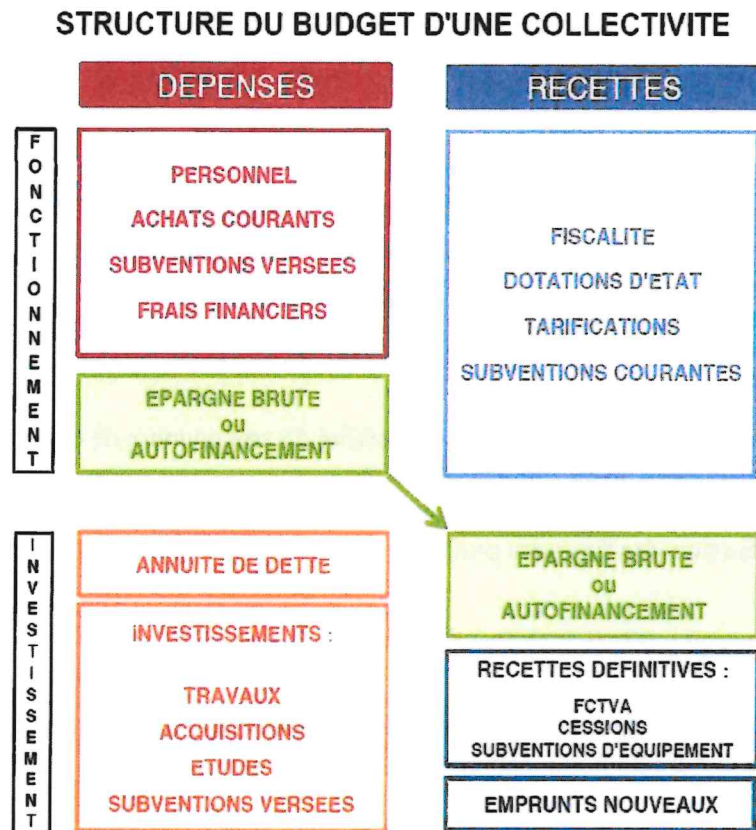
Le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), instauré en 2012, est favorable à notre commune puisque qu’elle perçoit un reversement de la part de la CALL.

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
FPIC reçu pour le territoire	9 344 653 €	9 531 735 €						
CIF CA Lens Liévin	32,92%	33,01%						
FPIC droit commun CA	3 076 510 €	3 146 322 €						
FPIC droit commun communes	6 268 143 €	6 385 413 €						
Billy-Montigny	194 522 €	191 726 €	189 894 €	199 169 €	206 599	207 125	197940	188 152



## B) Les orientations de la section d'Investissement

### 1 - Les dépenses d'Investissement :



### L'encours de la dette :

La stratégie de gestion de la dette a pour objectif de limiter l'endettement de la Ville tout en garantissant un haut niveau d'investissement.

Nature	Organisme prêteur	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée résiduelle (en années)	Niveau du taux d'intérêt Au 31/12/2024	Capital	Charges d'intérêt
MPH258429EUR	Caisse Française de Financement Local	860 633,36	3,75	3.85	190 168,61	41 130,14
MPH258434EUR	Caisse Française de Financement Local	894 461,09	3,83	3.75	197 188,81	38 829,09
1233859	Caisse des dépôts et consignations	590 125,36	8,17	1.82	59 759,95	12 022,88
1233864	Caisse des dépôts et consignations	271 864,39	3,17	1.86	64 908,03	6 230,29
KB8784	Crédit Agricole	1 570 829.86	7.58	1.21	192 183.30	20 462.62
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>4 187 914,06</b>			<b>704 208,70</b>	<b>118 675,02</b>

Fin 2024, l'encours de la dette de la commune s'élève à **4 187 914,06 euros** soit **513,00 euros par habitant**. (La moyenne nationale de la strate est de 754,00 euros par habitant – Source DGCP).

	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Encours de la dette par habitant	655	604	553	678	595	513
Annuité de la dette par habitant	71,75	72.22	72.83	72.67	110,07	100.88

L'encours de dette diminue de 40% sur la période 2014-2021 passant ainsi de 7,3 M€ à 4,1 M€

→ Sur ce point, la commune est en phase avec les objectifs visés par la LPFP 2018-2022, c'est à dire, un désendettement de 30% sur la période.

→ Combiné au maintien d'un haut niveau d'épargne brute, la **capacité de désendettement diminue** en passant de 3,9 ans en 2014 à 1,3 an en 2022 et 0,46 année de ses produits réels de fonctionnement.

→ Cela signifie, qu'en 2024, la commune pourrait rembourser la totalité de son encours de dette en moins de 2 ans si elle y consacrait l'intégralité de son épargne brute.

→ Avec ces niveaux de capacité de désendettement, la commune se situe très en deçà de la zone d'alerte émis par la loi de programmation des finances publiques 2018-2022, établie à 12 ans.

#### a) Une épargne brute stable :

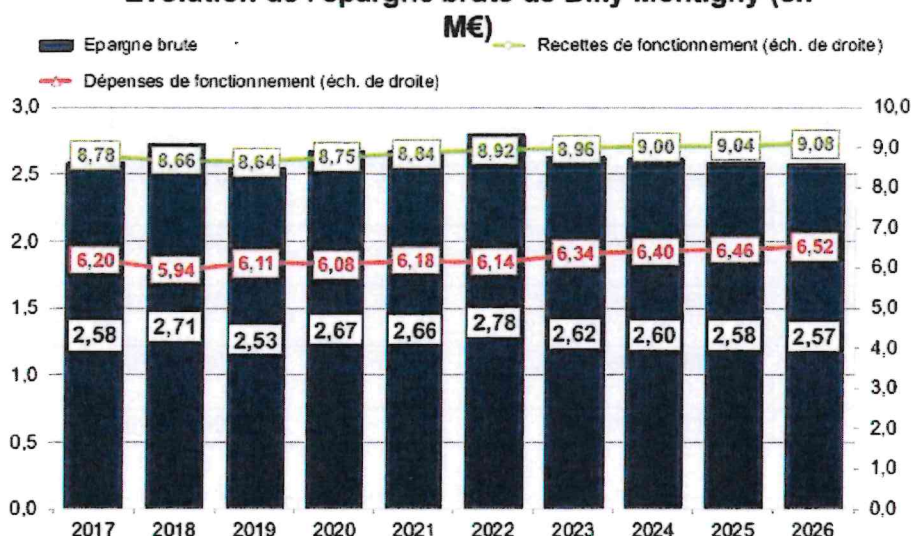
L'« épargne brute », c'est-à-dire les recettes moins les dépenses réelles de fonctionnement, permet de mesurer la capacité dont dispose la commune d'autofinancer les investissements.

L'épargne brute constitue le témoin :

→ de l'aisance de la section de fonctionnement : une épargne brute élevée suppose un potentiel d'absorption de nouvelles dépenses de fonctionnement ;

→ de la **capacité à se désendetter et/ou à investir avec un effet levier** : l'épargne brute représente donc également la « capacité d'autofinancement » de la commune (d'où l'usage du terme « autofinancement brut ») ;

#### Evolution de l'épargne brute de Billy Montigny (en M€)





Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

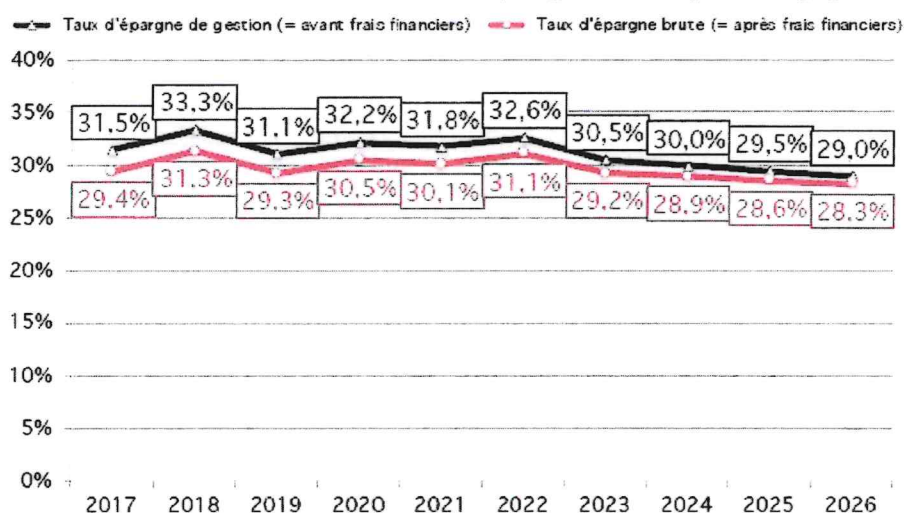
ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_01-DE

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Epargne brute par habitant	394,99	386.40	381.42	316.40	295.74

Depuis 2017, l'épargne brute de la collectivité se maintient autour de 2,6M€, oscillant très faiblement (+/- 0,1M€). L'épargne brute représente sur la période entre 31% et 28% des recettes réelles de fonctionnement (après retraitement). Les intérêts de la dette représentent en moyenne 1,5% des recettes réelles de fonctionnement.

Ce taux est très largement inférieur au taux d'alerte de 7% et même au taux recommandé de 10%. Il est considéré qu'au-delà de ce dernier taux, la collectivité a la capacité à la fois de couvrir sa dotation aux amortissements et d'assurer le remboursement en capital de la dette.

### Evolution des taux d'épargne de Billy Montigny

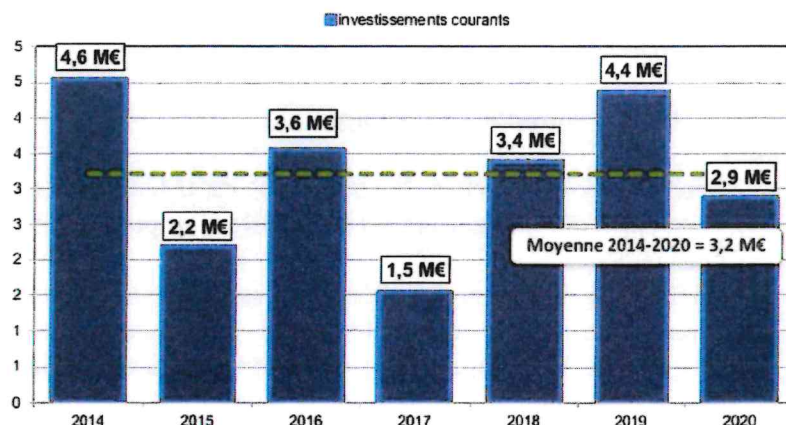
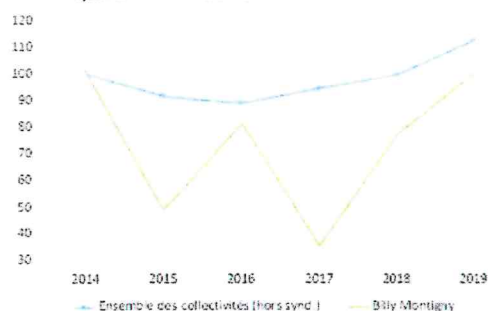


### b) Un niveau d'investissement élevé et largement autofinancé

La commune de Billy-Montigny, grâce à une épargne satisfaisante, a pu développer un niveau d'investissement important au service du territoire, tout en conservant un endettement inférieur aux communes de même strate. Ce haut niveau d'investissement est financé en large majorité par l'épargne nette, les cofinancements de nos partenaires, le FCTVA.

### Investissements réalisés sur la période 2014 - 2020 (M€)

Cycle de l'investissement local - base 100 en 2014



Sur la période 2014/2020, le cycle d'investissement de Billy Montigny est en dessous de la moyenne des collectivités locales. Le cycle se dessine en dent de scie pour Billy Montigny.

→ La commune a investi en moyenne sur 2015/2024 pour 4,1 M€ de dépenses d'équipement avec un niveau de dépenses par habitant de 1 165€ en 2024.

→ Plus largement, par rapport à la strate des communes de 7500/10000hbs membres d'une CA, Billy Montigny se situe toujours parmi les communes aux dépenses d'équipement par habitant les plus élevées, 78% au-dessus de la moyenne de la strate.

	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CA 2024
Dépense d'équipement par habitant	351,50 Strate identique 265 €/hbt	421,09	392,64	808,56	1 165,65
Dépenses d'équipement/Recettes réelles de fonctionnement	31,49% Strate identique : 26,10%	38,19%	34,39%	70,96%	72,49%

**En 2024, les dépenses d'équipement représentent 9 508 172 euros.**

## **2 Les recettes d'Investissement**

### **a) Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA) :**

Le FCTVA consiste à récupérer la TVA des dépenses d'investissement de l'année N en année N+2.

Le FCTVA est une dotation d'investissement basée sur les investissements des collectivités. Il a pour objet de compenser de manière forfaitaire la TVA que les bénéficiaires du fonds ont acquittée sur leurs dépenses réelles d'investissement (c'est-à-dire les dépenses d'investissement TTC) et qu'ils ne peuvent directement récupérer par la voie fiscale.

FCTVA	2020	2021	2022	2023	2024	2025 (estimé)
Montant perçu	527 290	670 761	500 000	397 158	427 217	1 050 000

Le taux de FCTVA est fixé à 16,404 % pour ceux réalisés à compter du 1er janvier 2015.

### **b) Les subventions d'équipement**

Pour ce type de recettes, la collectivité est tributaire des politiques d'éligibilité décidées par les partenaires qui cofinancent les investissements programmés, ainsi que de leur capacité à tenir leurs engagements.

En 2025, la Ville entend poursuivre sa politique active en matière de cofinancements, afin de garantir un niveau d'investissement à la hauteur des enjeux en termes de construction d'équipements (notamment le complexe aquatique) et de projets urbains, pour garantir un cadre de vie de qualité aux Billysiens. Cette recherche de financements permettra de garantir, à long terme, la soutenabilité des investissements de la Ville et de limiter le recours à l'emprunt.



Ainsi en 2024, la Ville a perçu 379 231,52 € de la Région Hauts-de-France pour le financement des travaux de construction du futur centre aquatique et 27 252 € pour des travaux d'installations de caméras vidéo-protection.

La commune a également perçu 455 947,00 € de l'Etat au titre de la DSIL pour les travaux du centre aquatique et 12 500 € pour l'installation du système de vidéo-protection.

Le Conseil Départemental a également participé aux travaux du centre aquatique à hauteur de 396 425,40 € et 10 058 € relatif à l'acquisition d'écrans pour les écoles primaires.

La CALL a participé à hauteur de 1 246 206 € pour les travaux de la nouvelle piscine.

La commune a également perçu 39 190 € au titre de la DETR pour les travaux de voirie du Vieux-Billy et 60 182,00 € pour les travaux de rénovation de l'éclairage public dans diverses rues communales. 29 397 € d'EDF correspondant à des subventions prime CEE pour des travaux de rénovation de l'éclairage public.

Enfin, la ville a perçu 125 400 € de subventions de la FDE pour des travaux de rénovation et enfouissement des réseaux dans diverses rues du quartier du Vieux-Billy.

**LES PROSPECTIVES POUR L'ANNEE 2025**

Grâce à une gestion fine et prudente depuis de nombreuses années, la Ville de Billy-Montigny a conservé une situation financière saine qui lui permet jusqu'ici de poursuivre la mise en œuvre des priorités du mandat, tant en matière d'investissement que de services publics.

Cette poursuite suppose évidemment d'accepter de continuer à faire preuve de vigilance et de réactivité.

Les marges de manœuvre sont toutefois désormais réduites. C'est pourquoi toute mesure unilatérale de l'Etat impactant fortement la capacité d'autofinancement acquise jusqu'ici nous obligerait à remettre en cause la qualité de son service public et/ou de son programme d'investissements

Malgré tout, la ville de Billy-Montigny va poursuivre les investissements programmés sur plusieurs exercices budgétaires, tout en continuant à œuvrer à « l'amélioration du cadre de vie de ses habitants ».

Le budget 2025 traduira à nouveau cette politique dynamique d'embellissement des quartiers et des équipements.

- **Entretien régulier des bâtiments communaux en régie : écoles, salles de sport...**
- **Poursuite de l'entretien des voiries et trottoirs dans diverses rues ;**
- **Poursuite des travaux de rénovation de l'éclairage public – (Phases 4 )**
- **Maintien du soutien à la vie associative ;**
- **La municipalité poursuivra également son engagement en faveur des politiques sociales et de santé, notamment à travers l'action du CCAS mais également à travers les différentes actions menées dans le cadre des actions politiques de la ville ;**
- **La politique en faveur des élèves et des jeunes continuera à se développer : classes de neige, colonies de vacances, distribution des kits de fournitures scolaires à chaque élève à la rentrée des classes, distribution des dictionnaires aux élèves de CM2...**
- **Etude sur l'ancien Lidl, transformation en Tiers-lieu.**

**Plan de financement récapitulatif des grands projets d'investissement 2025 :**

Projet	Dépenses en euros TTC	Recettes en euros
Entretien voirie diverses rues	1 000 000 €	
Fin des aménagements ( Voltaire etc )		162 484 € FDE/91 443 DETR
Rénovation de l'éclairage publique Phase 4	75 000 €	
Construction d'un centre aquatique	1 350 000 € (Maîtrise d'Oeuvre + fin des travaux)	Subventions sur BP 2 204 000 € (CALL, Région, Département, ADEME, ANS)
Rénovation de la couverture de la pétanque	84 000 €	-
Etude sur ancien Lidl	35 000 €	
Construction d'une maison médicale	500 000 €	-
Marché de signalisation	450 000 €	-
<b>TOTAL en € T.T.C</b>	<b>3 494 000 €</b>	<b>2 457 927 €</b>



## **CONCLUSION : une gestion fine et saine**

*La ville de Billy-Montigny se caractérise fin 2024 par une **situation financière très satisfaisante**. Grâce à sa bonne gestion, la ville autofinance sa politique d'investissement pourtant soutenue. Son endettement est maîtrisé.*

*Cette épargne permet à la commune d'être très largement solvable (un peu moins de 2 ans de **capacité de désendettement**), c'est-à-dire de couvrir largement les annuités de dettes à rembourser.*

*Cette situation a permis à la ville d'**assumer une dépense d'équipement 2020/2024 de l'ordre de 25% à 30% plus élevée que la moyenne des villes comparables de l'EPCI** tout en améliorant pour autant ses ratios financiers. 391 €/ Habitant en 2021, CALL 299 €/ habitant et moyenne nationale de 315 €/ Habitant.*

*Malgré la situation particulière, incertitude des décisions de l'état, où se trouve les collectivités territoriales, la majorité municipale annonce qu'elle proposera de baisser le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties de 1% au budget 2025, qui sera soumis au vote de l'assemblée.*

*Le budget 2025 traduira les orientations présentées dans le document d'orientations budgétaires. Ces investissements ne seront rendus possibles que par une recherche constante de financements auprès des différents partenaires financiers et par la maîtrise des dépenses de fonctionnement à travers des économies de gestion et la maîtrise de la masse salariale.*

## ANNEXE 2 :

### CONVENTION TRIPARTITE DE RACCORDEMENT DU RESEAU D'ECLAIRAGE DES VOIRIES ET CIRCULATIONS PIETONNES SUR LE DOMAINE PUBLIC

---

Les soussignés :

**La ville de BILLY-MONTIGNY**, Représentée par Monsieur Bruno TRONI, le Maire, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 26/02/2025, devenue exécutoire le 27/02/2025

Ci-après dénommée "la Ville"

Et

**La Société dénommée AEDIFI HABITAT**, dont le siège est situé à LE THOR (84250), 120 allée du Mistral ZA la Cigalière IV, représentée par Monsieur Gauthier GHEYSEN agissant en qualité de président de la société GROUPE NEO, société par actions simplifiée au capital de 3 627 960,00 Euros dont le siège social est à LE PONTET (84130), 164 Avenue de Saint-Tronquet Immeuble le Consulat, immatriculée au RCS d'AVIGNON et identifiée au répertoire SIREN sous le numéro 494 141 666, agissant en tant que présidente de la société GPMI, elle-même présidente de la société AEDIFI HABITAT, société par actions simplifiée à associé unique au capital de 50 000,00 Eur, dont le siège est à LE THOR (84 250), 120 allée de du Mistral ZA la Cigalière IV, identifiée au SIREN sous le numéro 835 202 359 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AVIGNON, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu des statuts et de la loi.

Ci-après dénommée "le promoteur"

Et

**La Société dénommée FLANDRE OPALE HABITAT**, dont le siège est à DUNKERQUE (59140), représentée par Madame Sophie LEFRANC, agissant en sa qualité de Secrétaire Générale, habilitée à l'effet des présentes par une délibération du Conseil d'Administration en date du 27 juillet 2024.

Ci-après dénommée "le bailleur"



**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI****EXPOSE PREALABLEMENT :**

Dans un ensemble immobilier situé à BILLY-MONTIGNY (PAS-DE-CALAIS) 62420 Rue du Docteur Schaffner (Route de Méricourt) et figurant au cadastre

Section	N°	Lieudit	Surface
AL	404	rue du Docteur Schaffner	00 ha 93 a 95 ca
AL	407	rue du Docteur Schaffner	00 ha 59 a 78 ca
AL	410	rue du Docteur Schaffner	00 ha 00 a 03 ca

FLANDRE OPALE HABITAT a acquis en VEFA auprès de la Société AEDIFI HABITAT en semble immobilier comportant :

- Un lot A composé de 8 logements individuels et 12 logements collectifs
- Un lot B composé de 8 logements individuels et 16 logements collectifs
- Un lot C composé de 14 logements individuels et 12 logements collectifs
- Les espaces communs à savoir :
  - o surface de réserve pour les logements individuels de 98,70 m².
  - o surface de balcon pour les logements intermédiaires de 164,80 m².
  - o surface locaux vélos pour un total de 48,00 m²
  - o une parcelle d'une surface d'environ 15 675,00 m²
  - o un parking d'une surface de 1 151,00 m²
  - o une voirie d'une surface (surface d'enrobé créée) de 1 951,00 m².

Il est ici précisé que la commune refuse la rétrocession des voiries et réseaux (AEP, EU/EV)
- Les espaces extérieurs communs à savoir 93 emplacements de stationnements

Ceci exposé, les parties ont convenues de définir les modalités de raccordement du réseau privé d'éclairage de la voirie non rétrocedée sur le réseau public.

**ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Cette convention a pour but de d'organiser les conditions techniques, administratives et financières du raccordement et de l'entretien du réseau privé d'éclairage de la voirie non rétrocedée sur le réseau public.

**ARTICLE 2 : RACCORDEMENT DU RESEAU PRIVE D'ECLAIRAGE SUR LE RESEAU PUBLIC**

La Ville accepte que le promoteur raccorde le réseau d'éclairage de la voirie et circulations piétonnes sur le domaine public.

SLO

### ARTICLE 3 : REALISATION DES TRAVAUX

L'ensemble des éclairages piétonniers et des voiries seront raccordés sur le réseau public d'éclairage selon plan masse joint (confer ANNEXE 1).

### ARTICLE 4 : CONDITIONS FINANCIERES

Les consommations électriques induites par ledit éclairage seront à la charge exclusive de la Commune.

Dans le but de ne pas engendrer de charge locative l'entretien des candélabres et poteaux d'éclairage piétonniers (ampoules, dégradations...) sera également à la charge exclusive de la Commune.

Pour mémoire, seront repris dans les charges des quarante logements intermédiaires (confer ANNEXE 1) les équipements suivants raccordés sur le compteur SERVICE GENERAUX souscrit par le bailleur :

- Les éclairages extérieurs des coursives (appliques lumineuses apposées sur les façades des 40 logements ci-dessus désignés).
- Les amplificateurs des antennes de télévisions (une unité par plot soit quatre antennes).
- L'alimentation électrique du contrôle d'accès vigik (deux locaux vélos).

### ARTICLE 5 : DUREE DE VALIDITE DE LA CONVENTION

La présente convention sans limite de durée prendra effet le 24/02/2025.

Fait à BILLY MONTIGNY le 26/03/2025.

Pour la ville de BILLY-MONTIGNY

Le Maire



Pour la société AEDIFI HABITAT

Monsieur Gauthier GHEYSEN

Pour FLANDRE OPALE HABITAT

La Secrétaire Générale

Sophie LEFRANC



Pôle Réussites citoyennes

Direction adjointe de la lecture publique

## CONVENTION

**Objet :** Convention de partenariat entre le Département du Pas-de-Calais et la Commune de Billy-Montigny pour l'accès des **bibliothèques de proximité** aux services de la Médiathèque départementale.

**Entre le Département du Pas-de-Calais**, dont le siège est en l'Hôtel du Département rue Ferdinand Buisson 62018 Arras Cedex 9, représenté par son Président, **Jean-Claude LEROY**, dûment autorisé par délibération du Conseil Départemental en date du 24 juin 2024,

ci-après désigné par « le Département »

d'une part,

Et

La Commune de **Billy-Montigny**, dont le siège est situé Rue Jean Jaurès, 62420 Billy-Montigny, représentée par son Maire, **Bruno TRONI**, dûment autorisée aux fins des présentes

ci-après désignée par « la Commune »

d'autre part.

Vu le Schéma de développement de la Lecture Publique dans le Département adopté par délibération du 24 juin 2024 ;

Vu la convention intervenue entre les parties en application des délibérations sus mentionnées ;

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 24 juin 2024 autorisant le Président à signer la présente convention ;

La culture est une compétence partagée, conformément à l'article L1111-4 du Code général des Collectivités territoriales, entre les communes, les départements, les régions et les collectivités à statut particulier.

Comme le réaffirme le pacte des réussites citoyennes, le Département du Pas-de-Calais porte une ambition forte de coopération, de co-construction des politiques publiques et de complémentarité avec ses partenaires. De par ses compétences il accompagne chaque individu, entend favoriser l'épanouissement de chacun et créer les conditions d'une citoyenneté active. Rendre accessibles la culture est ainsi au cœur des préoccupations du Département tant ces pratiques sont fondamentales pour découvrir des horizons qui peuvent parfois être éloignés du quotidien. Chaque personne a ainsi le droit de participer à la vie culturelle, de vivre et d'exprimer sa culture et ses références, dans le respect des autres droits

fondamentaux. C'est pourquoi le Département s'engage en faveur d'une politique culturelle populaire, qui reconnaît à chacun la volonté et la capacité de progresser et de s'émanciper, à tous les âges de la vie. Il veille à enrichir les expériences de chacun tout en facilitant la mobilisation des citoyens autour de projets participatifs visant à faire « avec » et pas seulement « pour ». Bien au-delà du divertissement, la participation à la vie culturelle contribue pleinement à la construction des personnes et à leur émancipation. Dès lors, il importe de faire en sorte que la culture ne soit pas simplement accessible à chacun, mais aussi un espace de partage.

## Préambule

Le Schéma départemental de développement de la lecture publique renforce l'action départementale en matière de lecture publique au service d'une amélioration continue de la qualité de service public.

Les valeurs portées par le Département et déclinées dans les pactes solidarités humaines, réussites citoyennes et solidarités territoriales structurent la stratégie de la Médiathèque départementale au service du territoire :

- Orientation 1 : Poursuivre la mise en réseau des bibliothèques
- Orientation 2 : Développer les compétences
- Orientation 3 : Promouvoir l'inclusion

## Il est convenu ce qui suit :

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet l'accès des bibliothèques de proximité aux services de la Médiathèque départementale du Pas-de-Calais.

### Article 2 : Définition

Une bibliothèque de proximité rayonne sur sa commune et communes limitrophes. Elle est reconnue pour son dynamisme, crée des partenariats de proximité.

Une bibliothèque de proximité offre des services réguliers. Elle est en capacité de répondre aux besoins de publics diversifiés.

### Article 3 : Engagements de la commune

La collectivité signataire s'engage à faire fonctionner sa bibliothèque de proximité de façon à permettre le libre accès aux documents par tous les publics.

Elle s'engage à respecter les conditions d'un service public de qualité :

- Un local dédié d'une surface de 0,07 m<sup>2</sup> par habitant avec un minimum de 70 m<sup>2</sup> répondant aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite<sup>1</sup>
- Une ouverture hebdomadaire adaptée aux besoins de la population à desservir, soit au moins :
  - 8 heures hors accueils scolaires en dessous de 2 000 habitants
  - 14 heures à partir de 2 000 habitants
  - 20 heures à partir de 5 000 habitants
  - 30 heures à partir de 10 000 habitants
- Une équipe composée de 1 équivalent temps plein par tranche de 2 000 habitants dont 1 équivalent temps plein de catégorie B par tranche de 5 000 habitants
- Un budget annuel d'acquisitions de documents de 1,50 € par habitant
- Une programmation annuelle culturelle

Elle renseigne chaque année le rapport statistique d'activité du Ministère de la Culture, (conformément à l'article R314-1 du Code du patrimoine) permettant d'alimenter les politiques d'évaluation nationale et départementale de la lecture publique.

<sup>1</sup> Sauf dérogation relative à la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les établissements recevant du public (ERP).



Elle informe la Médiathèque départementale de toute modification intervenue entre deux rapports.  
Elle communique la liste de ses agents dont le responsable de la bibliothèque.  
Elle s'engage à faciliter la formation de ses agents.  
Elle participe aux réunions de territoire organisées par la Médiathèque départementale.  
Elle prend en charge les frais de déplacements en lien avec les activités de la bibliothèque.  
Elle ne réclame pas aux emprunteurs un paiement à l'acte de prêt et respecte la législation en vigueur en matière de droit d'auteurs.

#### **Article 4 : Engagements du Département du Pas-de-Calais**

La Médiathèque départementale apporte conseil et ingénierie en matière de création, d'organisation de bibliothèque, d'aménagement et d'informatisation.  
Elle assure la formation initiale et continue de l'équipe salariée animant la bibliothèque.  
Elle accueille, de manière illimitée, les équipes pour les échanges de documents tous supports pour une durée de prêt maximale de 1 an.  
Elle offre un service de réservation avec livraison mensuelle sous réserve d'un suivi régulier des emprunts et retours.  
Elle propose des outils d'animation pour valoriser les collections des bibliothèques.  
La commune pourra bénéficier des aides à l'investissement et/ou au fonctionnement proposées par le Département, dans le respect des critères du Schéma de développement de la Lecture Publique.

#### **Article 5 : Communication**

Lors de toute communication écrite, orale ou en ligne, au public, aux partenaires institutionnels et aux médias, relative à l'activité subventionnée, la collectivité signataire s'engage à faire connaître, de manière précise, l'apport du Département du Pas-de-Calais (logo du Département et visuel de l'opération sur les documents d'information).

#### **Article 5 : Application**

La présente convention est valable à compter de sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2028.  
La convention pourra être dénoncée par écrit par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.  
Il sera procédé à l'évaluation de la situation de la bibliothèque via le rapport statistique d'activité annuelle. En cas de changement, une nouvelle convention pourra être élaborée.

#### **Article 6 : Résiliation**

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention, l'une des parties pourra mettre en demeure l'autre partie de se conformer à ces obligations par lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure moyennant un délai de trois mois.  
À défaut et à l'issue du délai de trois mois, la convention sera résiliée de plein droit.

#### **Article 7 : Voies de recours**

En cas de litiges relatifs à l'exécution de la présente convention, les parties tenteront un règlement amiable. En cas d'échec de ce dernier, le litige sera porté devant le Tribunal administratif de Lille.

#### **Article 8 : Annexe**

Est annexée à la présente convention, la délibération du Conseil municipal autorisant le Maire à signer la présente convention.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_10-DE

SLOW

À Arras, le  
À Billy-Montigny, le 26 Février 2025.

En deux exemplaires originaux

Pour le Département du Pas-de-Calais  
Et par délégation,  
Le Directeur Adjoint de la Lecture publique

**Benjamin KESTELOOT**

Pour la Commune de Billy-Montigny,  
Le Maire,



**Bruno TRONI**



## **ANNEXE 4 : CONVENTION**

### **MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE**

#### **Préambule**

Les articles 27 et 28 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire généralisent la procédure de médiation préalable obligatoire (MPO) applicable à certains litiges dans la fonction publique territoriale.

La médiation est un dispositif novateur qui a vocation à désengorger les juridictions administratives. Elle vise également à rapprocher les parties dans le cadre d'une procédure amiable, plus rapide et moins coûteuse qu'un contentieux engagé devant le juge administratif.

Le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 relatif à la procédure de MPO applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux a pour objet la mise en œuvre de cette procédure de médiation. Il en fixe les modalités et délais d'engagement.

Il définit ensuite les catégories de décisions devant faire l'objet d'une médiation. Enfin, il identifie les instances et autorités chargées d'assurer cette mission.

La mission de MPO est assurée par le Centre de Gestion du Pas-de-Calais sur la base de l'article 25-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

La présente convention détermine les contours et la tarification de la mission de médiation.

Entre **la commune de Billy-Montigny** représenté(e) par **M. Bruno TRONI** et le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais, représenté par son Président, Monsieur Joël DUQUENOY,

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment l'article L. 112-3; Vu le code de justice administrative, notamment l'article L. 213-11;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale;

Vu le décret n° 2022-433 du 25 mars 2022 modifié, relatif à la procédure de MPO applicable à certains litiges de la fonction publique et à certains litiges sociaux ;

Vu la délibération n° 2022/24 du 17 mai 2022 mettant en place la MPO pour les collectivités territoriales et établissements publics du Pas-de-Calais ;

Vu la délibération du XX/XX/202X autorisant le Maire / le Président à signer la présente convention;

Il est convenu ce qui suit :

#### **Article 1er: Objet de la convention**

La médiation régie par la présente convention s'entend de tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel les parties à un litige visé à l'article 5 tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide du Centre de Gestion désigné comme médiateur en qualité de personne morale.

L'accord auquel parviennent les parties ne peut cependant porter atteinte à des droits dont elles n'ont pas la libre disposition.

La MPO constitue une forme particulière de médiation définie aux articles L. 213-11 à L. 213-14 du code de justice administrative (CJA).

#### Article 2: Désignation du médiateur

La personne physique désignée par le Centre de Gestion pour assurer la mission de médiation doit posséder, par l'exercice présent ou passé d'une activité, la qualification requise eu égard à la nature du litige. Elle doit en outre justifier, selon le cas, d'une formation ou d'une expérience adaptée à la pratique de la médiation.

Elle s'engage expressément à se conformer au Code national de déontologie du médiateur et notamment à accomplir sa mission avec impartialité, compétence et diligence.

#### Article 3: Aspects de confidentialité

Sauf accord contraire des parties, la médiation est soumise au principe de confidentialité. Les constatations du médiateur et les déclarations recueillies au cours de la médiation ne peuvent être divulguées aux tiers ni invoquées ou produites dans le cadre d'une instance juridictionnelle sans l'accord des parties.

Il est toutefois fait exception à ces principes dans les cas suivants :

En présence de raisons impérieuses d'ordre public ou de motifs liés à la protection de l'intégrité physique ou psychologique d'une personne ;

Lorsque la révélation de l'existence ou la divulgation du contenu de l'accord issu de la médiation est nécessaire pour sa mise en œuvre.

#### Article 4: Rôle et compétence du médiateur

Le médiateur organise la médiation (lieux, dates et heures) dans des conditions favorisant un dialogue et la recherche d'un accord. Il accompagne à leur demande les parties dans la rédaction d'un accord et informe le juge, le cas échéant, de ce qu'elles sont ou non parvenues à un accord.

Le médiateur peut se faire assister par le référent du service MPO. Celui-ci assurera exclusivement les missions de secrétariat et n'interviendra pas dans le processus de médiation. De la même manière que le médiateur, il sera soumis au principe de confidentialité.

#### Article 5: Domaine d'application de la médiation

Conformément à l'article 2 du décret n° 2022-433 du 25 mars 2022, le Maire **de la commune de Billy-Montigny** s'engage à soumettre à la médiation les litiges relatifs aux décisions ci-après :

1. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à l'un des éléments de rémunération mentionnés à l'article L. 712-1 du code général de la fonction publique ;
2. Refus de détachement ou de placement en disponibilité et, pour les agents contractuels, refus de congés non rémunérés prévus aux articles 15, 17, 18 et 35-2 du décret du 15 février 1988;



3. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la réintégration à l'issue d'un détachement, d'un placement en disponibilité ou d'un congé parental ou relatives au réemploi d'un agent contractuel à l'issue d'un congé mentionné au 2.;

4. Décisions administratives individuelles défavorables relatives au classement de l'agent à l'issue d'un avancement de grade ou d'un changement de corps ou cadre d'emploi obtenu par promotion interne ;

5. Décisions administratives individuelles défavorables relatives à la formation professionnelle tout au long de la vie ;

6. Décisions administratives individuelles défavorables relatives aux mesures appropriées prises par les employeurs publics à l'égard des travailleurs handicapés en application des articles L. 131-8 et L. 131-10 du code général de la fonction publique ;

7. Décisions administratives individuelles défavorables concernant l'aménagement des conditions de travail des fonctionnaires qui ne sont plus en mesure d'exercer leurs fonctions dans les conditions prévues par le décret 30 septembre 1985.

#### Article 6: Conditions d'exercice de la médiation

La MPO pour les contentieux qu'elle recouvre suppose un déclenchement automatique du processus de médiation.

La décision administrative doit donc comporter expressément la MPO dans l'indication des délais et voies de recours (adresse du Centre de Gestion et/ou mail de saisine).

A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse.

La saisine du médiateur interrompt le délai de recours contentieux et suspend les délais de prescription, qui recommencent à courir à compter de la date à laquelle soit l'une des parties, soit les deux, soit le médiateur déclarent, de façon non équivoque et par tout moyen permettant d'en attester la connaissance par l'ensemble des parties, que la médiation est terminée.

Si le tribunal administratif est saisi dans le délai de recours d'une requête dirigée contre une décision entrant dans le champ de la MPO qui n'a pas été précédée d'un recours préalable à la médiation, le président de la formation de jugement rejette la requête par ordonnance et transmet le dossier au médiateur.

La MPO étant une condition de recevabilité de la saisine du juge, indépendamment de l'interruption des délais de recours, il reviendra aux parties de justifier devant le juge administratif saisi d'un recours, du respect de la procédure préalable obligatoire à peine d'irrecevabilité.

Les parties peuvent naturellement être accompagnées d'une tierce personne (représentant du personnel, avocat, ...).

La collectivité adhérente à la médiation proposée par le CDG62 devra préciser dans l'indication des délais et voies de recours de la décision concernée par les cas de litiges de la MPO, la mention suivante :

<< En application de la loi n° 2021-1729 du 22/12/2021 et du décret n° 2022-433 du 25/03/2022 et eu égard à la convention d'adhésion à la MPO signée par la collectivité avec le Cdg62, la présente décision (ou le présent arrêté) doit faire l'objet, avant tout recours contentieux, d'une saisine du Médiateur placé auprès du Cdg62, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification,

dont les coordonnées sont les suivantes : Recours à la Médiation Préalable Obligatoire (MPO) auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Pas-de-Calais (CdG62) - Allée du Château - 62700 BRUAY-LA-BUISSIÈRE CEDEX ou adresse mail de saisine: mediateur@cdg62.fr.

#### Article 7 : Durée et fin du processus de médiation

La MPO est engagée auprès du médiateur compétent dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La notification de la décision ou l'accusé de réception mentionne cette obligation et indique les coordonnées du médiateur compétent.

A défaut, le délai de recours contentieux ne court pas à l'encontre de la décision litigieuse. La lettre de saisine du médiateur (qui peut s'effectuer en ligne sur [www.cdg62.fr](http://www.cdg62.fr), rubrique MPO) est accompagnée de la décision contestée ou, lorsque celle-ci est implicite, d'une copie de la demande et de l'accusé de réception ayant fait naître cette décision.

La durée maximale de la mission de médiation est de 3 mois, renouvelable une fois. Elle peut être interrompue à tout moment à la demande d'une partie ou du médiateur. Lorsque les parties ne sont pas parvenues à un accord, le juge peut être saisi d'un recours dans les conditions normales (articles R. 413 et suivants du CJA).

Lorsque les parties sont parvenues à un accord, elles sont encouragées à inclure dans le protocole d'accord une clause de renonciation à recours.

Homologuer et donner force exécutoire à l'a processus de médiation a été engagé,

La juridiction peut, dans tous les cas où un processus de médiation a été engagé, issu de la médiation.

#### Article 8: Tarification et modalités de facturation du recours à la médiation

Conformément à l'article L. 213-12 du CJA, le coût de la MPO est supporté exclusivement par la collectivité ou l'établissement qui a pris la décision attaquée.

Pour les collectivités et établissements publics du Pas-de-Calais, la mission de MPO sera financée sur une base forfaitaire fixée à 400 € par dossier.

Le Conseil d'administration du Centre de Gestion sera susceptible de modifier les conditions financières de cette mission. Cela fera l'objet d'une information au signataire.

#### Article 9: Durée de la convention

A compter de la date de signature de la présente convention, les parties conviennent de mettre en œuvre la MPO prévue aux articles L. 213-11 à L. 213-14 du CJA.

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2026.

Hormis la résiliation à l'échéance, la rupture est possible en cas de désaccord sur les évolutions des conditions financières prévues à l'article 8. Après réception de la demande en cas de désaccord, la résiliation prendra effet au 31 décembre de l'année en cours.

#### Article 10: Information des juridictions administratives

Le Centre de Gestion informe le Tribunal Administratif de Lille de la signature de la présente.



Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_11-DE

SLO

Article 11 : Litiges

Les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de Lille.

Fait en 2 exemplaires le :

Le 26/02/2025

Joël DUQUENOY

Bruno TRONI



Président du Centre de Gestion

Maire de Billy-Montigny



Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_12-DE

SLOW

A

# CONVENTION D'ENGAGEMENT

10 000 DÉPARTS

*Ne rêvez plus, partez !*

2025



DÉPARTS AUTONOMES

SÉJOURS COMMUNS

Ne Rêvez plus... PARTEZ !

10 000 DÉPARTS  
EN VACANCES



VACANCES  
OUVERTES

[www.vacances-ouvertes.fr](http://www.vacances-ouvertes.fr)





Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_12-DE

SLO

## D'ENGAGEMENT

Entre les soussignées

Association loi 1901, agréée par le ministère de la Jeunesse et des Sports et organisme de formation, enregistré auprès de la Préfecture de la Région Île-de-France  
sise 21 rue Franklin, 93100 MONTREUIL  
représentée par Patrick KANNER, Président,

Représentée par : BILLY-MONTIENY  
M. BRUNE TRONI  
Maire de BILLY-MONTIENY

### PREAMBULE

En 2024, 40% des Français ne sont pas partis en vacances, ce sont 60 % des personnes ayant un revenu inférieur à 1300 € qui restent assignés à résidence. Depuis les années 2000 ces chiffres sont constants et ont un impact tout aussi fort pour les habitants de la communauté d'agglomération Lens-Liévin.

Les chiffres clés de la jeunesse 2023 indiquent que le fait de ne pas partir une semaine en vacances est considéré comme une privation. Ce constat est le même pour les familles, les personnes isolées...

Enfin, l'article 140 de la loi de lutte contre l'exclusion du 29 juillet 1998 nous précise que « L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté. » Ce même texte nous donne les pistes de la transformation de cet objectif national. « L'État, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif. »

La présente charte a pour objectif de partager cet enjeu national et de le mettre à l'épreuve des faits et des synergies, sur le territoire de la communauté d'agglomération, pour transformer cette ambition par une collaboration entre les acteurs, en affirmant l'enjeu de la mutualisation et la force de l'accompagnement.

Cette charte a pour vocation également de délimiter les règles applicables et les critères retenus pour agir au plus près des publics éloignés des vacances.

### LES PRINCIPES DU PROJET

1. Réduire le non-départ en vacances et ainsi permettre à 10 000 personnes d'accéder aux droits aux vacances sur la CALL,
2. Construire de nouveaux liens entre les habitants impulsés par les acteurs publics (communes, communauté d'agglomération, département, région) les associations et le tissu économique,
3. Apporter les modalités méthodologiques de l'accompagnement afin que les futurs vacanciers soient acteur de leur projet,
4. Évaluer l'impact et la reproductibilité de l'action,
5. Contribuer à une politique publique positive répondant aux besoins de la population du territoire.

### PRESENTATION DE VACANCES OUVERTES

Reconnue d'utilité publique, Vacances Ouvertes accompagne les professionnels de l'action sociale, de l'insertion, de la jeunesse, les collectivités, les associations, les bénévoles, dans la construction de projets vacances avec les personnes qui en sont éloignées.

### LA MISSION DE VACANCES OUVERTES

Dans un processus de co-production, co-construction et de collaboration, sous son égide, Vacances Ouvertes :

1. Portera l'animation, la mise en réseau des acteurs,
2. Contribuera à la qualification des acteurs mobilisés afin de répondre au besoin social,
3. Portera les moyens financiers afin de permettre la levée d'un des freins au départ et ce dans la limite des moyens obtenus,
4. Sera à l'interface entre les différents acteurs mobilisés,
5. Interviendra dans le cadre des critères définis préalablement,
6. Accompagnera, formera les acteurs mobilisés afin de répondre à la question du projet vacances par l'implication des futurs vacanciers.

Pour ce faire un COPIL, une conférence des financeurs, un comité d'engagement pour tout dossier nécessitant dérogation ou échange en collectif seront mis en place.

### PRÉSENTATION DES ACTEURS

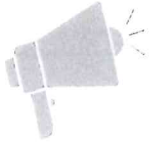
L'association Vacances Ouvertes est porteuse du projet avec la Communauté d'agglomération Lens-Liévin, le Département du Pas-de-Calais, la Région Hauts-de-France, la Caf du Pas-de-Calais et l'Etat.

L'action se déroule sur les cantons de la Communauté d'agglomération Lens-Liévin auxquels s'ajoutent les communes de Rouvroy et de Bois Bernard situées sur le canton d'Harnes.

### ENGAGEMENTS DE LA COMMUNE

Les communes participantes doivent faire acte de candidature par :

- La signature de la présente convention d'engagement,
- Une participation financière comprenant l'adhésion à Vacances Ouvertes ainsi qu'une participation forfaitaire a minima, représentant ainsi l'engagement financier global, a minima :



Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_12-DE

SLOW

## CHARTRE D'ENGAGEMENT

Participation forfaitaire des communes a minima en fonction du nombre d'habitants :

Population communale	Participation forfaitaire	Participation forfaitaire	Participation forfaitaire
0 à 100 habitants	100 €	100 €	100 €
101 à 200 habitants	200 €	200 €	200 €
201 à 300 habitants	300 €	300 €	300 €
301 à 400 habitants	400 €	400 €	400 €
401 à 500 habitants	500 €	500 €	500 €
501 à 600 habitants	600 €	600 €	600 €
601 à 700 habitants	700 €	700 €	700 €
701 à 800 habitants	800 €	800 €	800 €
801 à 900 habitants	900 €	900 €	900 €
901 à 1000 habitants	1000 €	1000 €	1000 €

Les communes s'engagent en outre à une implication effective en vue de :

- Participer aux temps collectifs et aux journées de formation,
- Appliquer les critères d'éligibilité des publics,
- Mobiliser effectivement des futurs vacanciers dans leur projet de vacances,
- Répondre aux besoins des éléments demandés dans les bilans,
- Remplir les documents administratifs et tenir à disposition pendant 10 ans les justificatifs du départ (règles des financeurs),
- Faire remplir les documents communiqués par l'organisation,
- Contribuer, afin de pouvoir répondre aux exigences de l'ANCV, aux bilans de fin d'année à travers des temps collectifs mais aussi administratifs,
- Respecter les chartes graphiques dans les différents supports de communication et s'engager à y faire figurer les noms des partenaires et des financeurs,
- Suivre le planning établi tant pour la communication sur le projet que les délais d'inscription, de paiements,...
- Chaque commune partenaire s'engage à participer à la fête des vacances, à tenir un stand et à y remettre les aides aux bénéficiaires.

Pour chacune des actions choisies (départs autonomes, séjours communs, dispositif « je pars, tu pars, il part ), un cahier des charges spécifiques sera rédigé et détaillera les engagements de Vacances Ouvertes et ceux de la commune signataire.

comme l'exigent les hébergeurs, être couverts par une assurance Responsabilité Civile à jour de cotisations 2025. Il est conseillé aux communes partenaires de déclarer si nécessaire l'opération « Ne rêvez pas, partez » à ses divers assureurs pour couvrir son personnel et ses actions d'animation.

Pour les séjours communs, l'organisateur du séjour, avec lequel travaillera VO, doit être détenteur d'une responsabilité civile professionnelle garantissant le séjour (annulation, accident...).

Bulletin d'adhésion à Vacances Ouvertes  
Cotisation

Je soussigné-e,

Prénom NOM : BRUNO TRONI

Maire de BILLY-MONTIGNY

Fait à : Billy-Montigny le : 26-02-2025

Signature



Patrick KANNER, Président  
Vacances Ouvertes

Fait à :

Le :

Signature

La clôture des inscriptions aux départs est fixée au jeudi 12 juin 2025.

Vacances Ouvertes est couverte par une assurance Responsabilité Civile.

Les bénéficiaires inscrits dans les séjours communs ou les séjours « je pars, tu pars, il part », doivent également,

approuve par la présente l'ensemble des éléments de la charte ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_12-DE

SLOW

ILS SOUTIENNENT L'OPERATION  
10000 DÉPARTS EN FAVORI DES FES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministères  
du Travail, de la Santé,  
des Solidarités et des  
Familles

62

Pas-de-Calais  
Nouveau Département

Département  
du Pas-de-Calais



Hauts-de-France

Région Hauts-de-France



Communauté  
d'agglomération  
Lens-Liévin



Caf du Pas-de-Calais



Secours populaire  
français



Solidarité  
Laique

Solidarité laïque



La Fondation Je pars, tu  
pars, il part.



Enjeu



VACANCES  
OUVERTES

ASSOCIATION VACANCES OUVERTES  
21 rue Franklin  
93100 MONTREUIL

Tél : 01 49 72 50 30 - Fax : 01 49 72 79 23  
bienvenue@vacances-ouvertes.asso.fr  
www.vacances-ouvertes.asso.fr



2025

BULLETIN D'ADHESION

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_12-DE

SLOW

## Vacances Ouvertes

Je soussigné-e,

M. Bruno TRONI

Agissant en qualité de

Maire de Billy - Montigny

Dans la structure

Commune de Billy - Montigny

Rue Jean Jaurès

62420 Billy - Montigny

Adresse de facturation (si différente) : .....

03 21 13 81 13

secretariat-general.bm@orange.fr

Principe de versement : une cotisation par personne morale, par adhésion et par année civile

adhère aux valeurs de Vacances Ouvertes et m'engage à verser la somme de :

Adhérent-e individuel-le	<input type="radio"/> 35 €
Association	<input type="radio"/> 110 €
Organisme public, institution, collectivité territoriale, Caf, MSA, CCAS, CIAS...	<input type="radio"/> 250 €
Membre bienfaiteur-trice	<input type="radio"/> ..... € (Minimum 350€)

Date et Signature du ou de la responsable et cachet de la structure

Cette page est à imprimer et à Vacances Ouvertes accompagnée du chèque d'adhésion ou d'une demande de mémoire : Association Vacances Ouvertes - 21 rue Franklin - 93100 MONTREUIL

le 26/02/2025

B. TRONI, Maire



## Annexe 6 : Formulaire d'adhésion à la CANUT

Etablissement demandeur : Mairie de Billy-Montigny rue Jean Jaurès 62420 Billy-Montigny / SIRET 216 201 335 000 17

**Objet :** Demande d'adhésion à la CANUT, association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

L'Association est un Acheteur sous forme de Pouvoir adjudicateur au sens des dispositions de l'article L1211-1 du code de la commande publique (CCP) ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L.2113-2 du CCP ou tout texte subséquent le complétant ou s'y substituant.

L'Etablissement reconnaît avoir connaissance de l'objet associatif de la CANUT et de ses statuts qu'il aura pu obtenir sur simple demande formulée par courrier ou par email (canut@canut.org).

L'adhésion d'un établissement représentant un groupement vaut pour son établissement et pour l'ensemble des établissements du groupement.

**L'adhésion à la CANUT est gratuite.** Seuls des coûts d'utilisation des accords-cadres mis à disposition (appelés frais de gestion ou redevances pour l'accès aux marchés) pourront être facturés, permettant de financer le fonctionnement de l'association. La tarification figure en annexe.

La demande d'adhésion porte sur (choisir l'option souhaitée) :

Adhésion en tant que Membre (participation aux votes en AG)	<input checked="checked" type="checkbox"/>
Adhésion en tant que Membre (participation aux votes en AG) ET Demande pour siéger au Conseil d'Administration (selon les places disponibles et les résultats de l'élection en Assemblée Générale)	<input type="checkbox"/>

La demande d'adhésion sera confirmée et matérialisée par la contresignature des présentes.

Fait à Billy-Montigny

le 26 Février 2025

Signature pour l'établissement ou le groupement

Signature pour la CANUT

Bruno TRONI, Maire de Billy-Montigny

Le Président de l'association,  
Ou par délégation,





# Annexe : tarification CANUT en vigueur au 01/01/2024

Coût annuel	Structure >=500 employés			Structure <500 employés			Structure <100 employés		
Structure seule	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC
1er accord-cadre	600 €	600 €	720 €	300 €	300 €	360 €	150 €	150 €	180 €
2 accords-cadres remise 20%	480 €	960 €	1 152 €	240 €	480 €	576 €	120 €	240 €	288 €
3 accords-cadres remise 30%	420 €	1 260 €	1 512 €	210 €	630 €	756 €	105 €	315 €	378 €
4 accords-cadres remise 40%	360 €	1 440 €	1 728 €	180 €	720 €	864 €	90 €	360 €	432 €
5 accords-cadres remise 45%	330 €	1 650 €	1 980 €	165 €	825 €	990 €	83 €	413 €	495 €
6 accords-cadres remise 50% = PLAFOND	300 €	1 800 €	2 160 €	150 €	900 €	1 080 €	75 €	450 €	540 €

Coût annuel par groupe de structures**	>=400 structures	>=350 < 400 structures	>=300 < 350 structures	>=250 < 300 structures	>=200 < 250 structures	>=150 < 200 structures	>=100 < 150 structures	>= 50 < 100 structures	< 50 structures
Groupe		Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT
1er accord-cadre		5 000 €	4 500 €	4 000 €	3 500 €	3 000 €	2 500 €	2 000 €	1 500 €
2 accords-cadres remise 2%		9 800 €	8 820 €	7 840 €	6 860 €	5 880 €	4 900 €	3 920 €	2 940 €
3 accords-cadres remise 4%		14 400 €	12 960 €	11 520 €	10 080 €	8 640 €	7 200 €	5 760 €	4 320 €
4 accords-cadres remise 6%		18 800 €	16 920 €	15 040 €	13 160 €	11 280 €	9 400 €	7 520 €	5 640 €
5 accords-cadres remise 8%		23 000 €	20 700 €	18 400 €	16 100 €	13 800 €	11 500 €	9 200 €	6 900 €
6 accords-cadres remise 10% = PLAFOND		27 000 €	24 300 €	21 600 €	18 900 €	16 200 €	13 500 €	10 800 €	8 100 €



## **ANNEXE 8 :**

### **Règlement Intérieur du centre Aquatique Louis Aragon de Billy-Montigny**

#### **I/ Objet**

Le fonctionnement général de l'établissement est confié au maire. L'utilisation du site par le public, les associations, les groupes (scolaires ou autres) est soumise aux prescriptions de Règlement Intérieur suivant.

#### **II/ Conditions d'accès**

Toute personne pénétrant dans le Centre Aquatique Municipal sans s'être acquittée d'un droit d'entrée, représenté par un ticket ou une carte, ne peut avoir accès ni aux vestiaires, ni au bassin. Le personnel de l'établissement peut, à tout moment, demander un contrôle des tickets d'entrée et cartes.

Les tickets d'entrée doivent obligatoirement être utilisés immédiatement et présentés à toute demande du personnel de l'établissement. Ils ne peuvent être revendus ni échangés. Leur délivrance cesse 1 heure avant la fermeture de l'établissement.

Les tarifs sont affichés dans le hall d'entrée.

L'achat de ticket implique le consentement et le respect des conditions générales de vente et d'utilisation et du présent Règlement Intérieur.

En cas de perte de cartes, il n'y aura ni échange ni remboursement.

L'accès à certains locaux est interdit aux personnes étrangères au service (chaufferie, local technique, vestiaires du personnel, bureaux), sauf les entreprises extérieures ou agents / élus de la ville.

#### **III/ Horaires d'ouverture**

Le Centre Aquatique est ouvert aux usagers suivant un calendrier d'utilisation, établi par l'Administration Communale qui se réserve le droit de modifier les horaires et le mode d'utilisation.

Ce calendrier est porté à la connaissance du public par voie d'affichage dans le hall d'entrée de l'établissement, sur le facebook de la ville et celui du Centre Aquatique.

Les entrées sont suspendues 1 heure avant la fermeture de l'établissement.

En cas d'affluence, la durée du bain pourra être limitée à la seule appréciation des Maîtres-Nageurs-Sauveteurs sans que cette mesure entraîne une réduction de tarif. Les MNS se réservent le droit de limiter les entrées en cas d'atteinte de la FMI, comme définie dans le POSS.

Les MNS se réservent le droit de fermer le bassin d'apprentissage lors d'une leçon de natation, en fonction de l'affluence.

Le bassin d'apprentissage est fermé au public durant les activités (aquagym, workout...)

La sortie du bain, annoncée au coup de sifflet, se fera 20 minutes avant la fermeture de l'établissement.

Toute sortie est considérée comme définitive.

#### IV/ Cabines

Les cabines ne pourront être utilisées que par une seule personne à la fois.

Toutefois, un père ou une mère pourra prendre une cabine avec son enfant.

Les cabines devront être fermées pendant leur utilisation et ne peuvent être réservées à l'avance.

#### V/ Hygiène et sécurité

##### 1. Hygiène

La qualité des eaux de baignade est contrôlée par l'ARS (Agence régionale de Santé) et affichée dans le hall d'accueil.

L'accès du Centre Aquatique est interdit à toute personne atteinte de maladie contagieuse, en état de malpropreté évidente, aux porteurs de lésions cutanées suspectes ou dont les effets externes peuvent être motif de gêne (plaie apparente, pansement, poux, etc...)

Par mesure d'hygiène, il est nécessaire de respecter les consignes suivantes :

- Les bermudas, shorts, caleçons ne sont pas autorisés. Seuls les hommes portant des slips ou boxers de bain seront autorisés à accéder aux bassins.
- Les femmes ont la possibilité de porter des maillots de bain d'une ou deux pièces : elles ne sont pas autorisées à se baigner en tee-shirt, caleçon et paréo, ou burkina.
- Les enfants en bas âge doivent porter un maillot de bain ou une couche adaptée à la baignade
- La nudité partielle et/ou totale n'est pas autorisée dans l'établissement.
- Les baigneurs doivent prendre une douche complète savonnée, avant d'accéder aux bassins.
- Les crèmes solaires, maquillage, teintures ou produits à base de matière grasse sont interdits pour l'accès aux bassins.
- Pour des questions d'hygiène, il est nécessaire de se démaquiller avant d'aller se baigner.
- Le port du bonnet de bain est vivement conseillé. Il est obligatoire dans le cadre des accueils scolaires, ALSH ou CAJ.
- Le rasage et le brossage des dents sont interdits
- L'accès aux bassins est interdit à toute personne en tenue de ville, même munie d'un ticket d'entrée
- Les sacs, poussettes, cosys sont interdits sur le bord du bassin. Seules les sacs type « filet » sont autorisés au bord des bassins.

Le personnel du Centre Aquatique est autorisé à refuser l'accès à un individu présentant ces profils potentiels, et ce jusqu'au moment où les dites gênes ou autres obstacles à la natation sont levés.

## 2. La sécurité

Pour des raisons techniques, d'hygiène ou de sécurité, le chef de bassin ou le personnel chargé de la surveillance peuvent décider de la fermeture partielle ou totale des bassins, le temps nécessaire au rétablissement des conditions de baignade réglementaires. Le personnel est tenu d'en avertir le public à l'accueil et par annonce aux bassins.

Ces fermetures ou restrictions de baignade n'ouvrent pas le droit à un remboursement ou indemnisation.

Le public est invité à prendre connaissance de l'emplacement des issues de secours sur les plans de sécurité affichés dans l'établissement.

La sécurité autour des bassins nécessite que le public se conforme aux recommandations et observations signalées par le personnel de surveillance.

les MNS ont compétence pour prendre toute décision visant la sécurité et le bon ordre à l'intérieur de l'établissement. Leurs consignes et leurs injonctions sont à respecter de tous, en toutes circonstances. Ils jugent de l'opportunité des mesures qui s'avèrent nécessaires, notamment en cas d'urgence et auxquelles les usagers doivent se conformer : avertissement, expulsion, appel aux services de secours extérieurs, évacuation des bassins.

Les usagers, participants aux activités animées et encadrées par le personnel du Centre Aquatique, doivent s'assurer que leur état de santé leur permette de suivre, sans danger pour eux-mêmes et pour les autres usagers, les activités proposées.

L'accès aux bassins est strictement interdit si la barrière de sécurité entre la pataugeoire et les bassins est fermée.

## VI/ Tenue

Tout acte ou emportement de nature à porter atteinte aux bonnes mœurs et à la décence, à la tranquillité des autres baigneurs, au bon ordre et à la propreté de l'établissement est formellement interdit sous peine d'expulsion.

Toute insulte et tout acte déplacé de la part des baigneurs envers le personnel ou toute autre personne dans l'établissement seront sanctionnés par le renvoi immédiat.

En cas de renvoi, il n'y aura pas lieu à rembourser le prix de l'entrée.

## VII/ Bassin

Les enfants de moins de 10 ans doivent être obligatoirement accompagnés d'une personne majeure qui assure leur surveillance constante. Il est rappelé que les parents ont obligation de garde et de surveillance de leur enfant en bas âge et en sont responsables (article 371-2 du Code Civil) .



## VIII/ Consignes d'ordre et de sécurité

Il est formellement interdit sous peine d'expulsion :

- De pénétrer dans l'établissement sans s'être muni à la caisse d'un ticket d'entrée
- De pénétrer aux abords des bassins avec un sac provenant de l'extérieur ou un téléphone portable
- De pénétrer à l'intérieur des zones interdites, signalées par des panneaux ou pancartes
- De pénétrer dans l'établissement en état d'ébriété ou sous l'emprise de stupéfiants
- De faire entrer des animaux, même tenus en laisse
- De séjourner dans l'établissement en dehors des heures d'ouverture
- De se changer hors des cabines
- De circuler dans une tenue indécente
- De circuler sur les plages et dans les vestiaires en chaussures puisqu'une zone de déchaussage est prévue
- De monter sur les garde-corps
- De chanter ou prononcer des propos malséants
- D'utiliser des appareils émetteurs ou amplificateurs de son
- De détériorer le bâtiment, le matériel, ou de salir la cabine occupée, soit par des inscriptions soit par des dépôts malpropres
- De coller ou d'apposer des tracts ou affiches
- De jeter papiers ou détritiques hors des emplacements réservés à cet usage
- De mâcher du chewing-gum
- De manger ou boire sur les plages et à l'intérieur de l'établissement, sauf dans les zones réservées à cet effet, le hall d'accueil notamment
- De fumer, de vapoter, de consommer des boissons alcoolisées et des substances illicites dans l'enceinte de l'établissement
- De cracher à terre ou dans les bassins ou de polluer l'eau de toute autre façon, de se savonner dans les bassins ou sur les plages
- De toucher sans nécessité absolue au matériel d'apprentissage et de sauvetage, aux engins de secours
- De photographier ou filmer dans l'enceinte du Centre Aquatique
- D'apporter d'objets susceptibles d'occasionner des accidents (tels que flacon de verre, lames de rasoir...) soit aux douches, soit dans les cabines, soit sur les plages
- De courir, crier, ou se livrer à des jeux pouvant importuner d'autres baigneurs
- De pratiquer des jeux violents dans l'eau ou sur les plages
- De se hisser sur les épaules d'un baigneur
- D'utiliser des accessoires de plongée sous-marine (palmes, masque, tuba, etc...), sans autorisation des surveillants
- D'utiliser des balles, accessoires ou autres objets sans autorisation des maîtres-nageurs-sauveteurs
- De plonger en petite profondeur
- De faire des acrobaties (saltos ou autres)
- De faire des apnées statiques

- De simuler une noyade
- De stationner sur les grilles de fond des bassins ou les manipuler.

Tout contrevenant à ces dispositions peut être immédiatement expulsé

L'accès de la piscine peut lui être interdit pour une durée déterminée sans qu'il y ait lieu au remboursement du droit d'entrée.

Les usagers sont tenus de se conformer aux prescriptions et injonctions qui leur sont faites par les agents municipaux chargés de la surveillance.

### IX/ Groupes scolaires et autres

L'ensemble des différents groupes est tenu de prendre connaissance et de respecter le POSS ainsi que le règlement intérieur de l'établissement.

Les groupes ne pourront être admis dans l'établissement que conformément au planning général d'occupation, défini par la Mairie.

Ils bénéficient de créneaux horaires spécialement aménagés à leur intention.

Les demandes de créneaux sont à adresser au responsable du Centre Aquatique.

Le Centre Aquatique met à disposition des groupes un vestiaire. La présence dans les vestiaires collectifs est placée sous la responsabilité des professeurs, éducateurs et / ou responsables de groupe

#### 1. Les Scolaires

- Les groupes scolaires devront être accompagnés d'un membre du personnel enseignant, responsable de la sécurité, de l'hygiène et du comportement de leurs élèves et ce, pendant toute la durée de leur présence dans l'établissement, y compris dans les vestiaires et les douches
- Les groupes scolaires sont accueillis par un personnel de l'établissement
- Le port du bonnet de bain est obligatoire pour les scolaires, durant les ALSH et lors de l'accueil des Mercredis Permanents
- Les accompagnateurs et enseignants qui accèdent aux bassins doivent être obligatoirement déchaussés et en tenue sportive (maillot de bain ou short et tee-shirt)
- L'enseignant est responsable de l'apprentissage de la natation des élèves.

#### 2. Les ALSH et les mercredis permanents

- L'encadrement sera d'au moins 1 adulte pour 8 enfants de plus de 6 ans, et d'au moins un adulte pour 5 enfants de moins de 6 ans
- Le port du bonnet de bain est obligatoire
- Un test sera réalisé par le MNS pour les enfants souhaitant aller dans le grand bassin
- Les animateurs doivent être dans l'eau avec les enfants

#### 3. Les associations sportives

- Une convention est signée entre la mairie et l'association sportive, pour un an puis par tacite reconduction
- Le port du bonnet de bain est obligatoire
- Les entraîneurs ou accompagnateurs qui accèdent aux bassins doivent être obligatoirement déchaussés et en tenue sportive
- Les responsables doivent assurer la surveillance de leur groupe

#### **X/ Objets perdus ou trouvés**

L'administration communale décline toute responsabilité pour les objets égarés ou volés ou endommagés au sein du Centre Aquatique.

Les objets trouvés devront être remis à la caisse ou au maître-nageur sauveteur.

L'équipe du Centre Aquatique recommande au public d'éviter le port de bijoux, bagues, etc pour aller se baigner.

#### **XI/ Enseignement de la natation**

L'administration communale se réserve le droit exclusif de donner dans son établissement des leçons de natation par les maîtres-nageurs sauveteurs titulaires dans cet emploi.

En conséquence, il est interdit à quiconque de pratiquer, à l'intérieur de l'établissement, l'enseignement de la natation et de se substituer ainsi aux maîtres-nageurs sauveteurs dans l'exercice de leurs fonctions, à l'exception des professeurs avec leur classe, intervenant dans le cadre de leur emploi du temps scolaire.

#### **XII/ Règles de bon usage propre au bassin sportif**

Dans la mesure du possible, pendant les heures publiques, des lignes d'eau sont réservées aux nageurs voulant faire des longueurs. Le sens de rotation normal dans les lignes d'eau se fait toujours à droite de la ligne. Les lignes d'eau près du bord sont à partager avec les nageurs débutants. Seul, le personnel de surveillance a compétence de modifier l'organisation des bassins et des lignes d'eau.

Il est interdit de s'accrocher aux lignes d'eau et de traverser dans le sens de la largeur.

En fonction des besoins, les surveillants sauveteurs peuvent décider de mettre à disposition des nageurs avec matériel un couloir dédié.

#### **XIII/ Règles de bon usage de la pataugeoire**

L'accès à la pataugeoire est prioritairement réservé aux enfants de moins de 6 ans et leur accompagnateur majeur. Cependant, les autres usagers sont tolérés en fonction de l'affluence et à condition d'y respecter la tranquillité nécessaire aux jeunes enfants. Les enfants présents dans la pataugeoire doivent être surveillés en permanence par leur accompagnateur majeur.

#### **XIV/ Règles de bon usage propre à l'espace Bien-Etre**

Les règles d'hygiène sont identiques aux autres bassins.



Pour les saunas et les transats, il est obligatoire d'utiliser un drap de bain pour une question d'hygiène.

L'usage de lotion, huiles essentielles, gommage et savons est interdit.

L'accès à l'espace Bien-Etre est interdit aux moins de 18 ans.

Pour le sauna et le hammam, il est conseillé de pratiquer des pauses après une période d'utilisation ne dépassant pas 15 minutes.

La pratique du hammam est déconseillée aux personnes souffrantes de problèmes respiratoires et circulatoires. La pratique du sauna est déconseillée aux personnes souffrantes de troubles cardio-vasculaires.

L'accès à l'espace Bien-Etre est un lieu de relaxation. Il est impératif d'y respecter le calme.

#### **XV/ Responsabilité**

La ville ne saurait, en aucun cas, être rendue responsable des accidents pouvant survenir dans le Centre Aquatique.

Le personnel de Centre Aquatique doit faire preuve de compréhension et de courtoisie à l'égard de tous les utilisateurs.

En contrepartie, il est demandé à chacun, par le respect du présent règlement, de faciliter la tâche de ce personnel par une compréhension et une courtoisie réciproque.

#### **XVI/ Dégradations**

Les utilisateurs sont considérés comme pécuniairement responsables de toutes dégradations qui pourraient être causées de leur fait, aux installations, aux matériels, aux vestiaires et autres quels qu'ils soient, sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourraient être engagées à leur encontre par l'établissement.

#### **XVII/ Sanctions**

Après avoir accompli les formalités d'entrée et en toutes circonstances, les usagers sont tenus de se conformer au présent règlement.

EN cas de non-respect, il pourra être procédé à l'expulsion définitive du ou des usagers concernés sans contrepartie financière, voir à l'engagement de poursuites légales.

L'équipe du Centre Aquatique décline toute responsabilité en cas d'accident survenu à la suite de la non observation du présent règlement.

Toute agression dirigée contre le personnel de l'établissement fera l'objet d'un dépôt de plainte du service.

Envoyé en préfecture le 28/02/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le

ID : 062-216201335-20250226-DEL25\_16-DE

SLO

### **XVIII/ Respect du règlement et affichage**

La Directrice générale des Services et les maîtres-nageurs sauveteurs sont chargés, chacun en ce qui els concerne, de l'exécution du présent règlement.

Un extrait du présent règlement est affiché à l'intérieur de l'établissement.

## ANNEXE 7 :

### **Les conditions générales de vente et d'utilisation du Centre Aquatique Louis Aragon de Billy-Montigny.**

#### **I. Le contexte**

La piscine Louis Aragon, située rue Jean Lurçat, a fermé ses portes le dimanche 01 décembre 2024. C'est le Centre Aquatique Louis Aragon, bâtiment neuf, répondant à des technologies plus écologique et économiques, qui accueillera la population billysienne et des alentours.

Il convient donc de définir les conditions générales de vente et d'utilisation de ce nouveau site, composé d'un bassin de natation, d'un bassin d'apprentissage, d'une pataugeoire et d'un espace Bien-Etre.

#### **II. Les modalités d'inscription**

Toute personne est le/la bienvenu(e) au Centre Aquatique Louis Aragon de Billy-Montigny.

Pour obtenir les tarifs réservés aux habitant(e)s de la commune, un justificatif de domicile de moins de trois mois doit être présenté à chaque entrée ou à chaque abonnement.

Lorsqu'un usager achète un abonnement, il devra s'acquitter lors du 1<sup>er</sup> achat, de deux euros, correspondants à l'achat de sa carte individuelle et nominative. Il pourra, par la suite, la recharger, sans la régler de nouveau.

Lorsqu'un usager achète une entrée Bien-Etre, il bénéficie de l'accès au Centre Aquatique.

Par contre, il se verra doté d'un bracelet en silicone **qui devra impérativement être restitué aux agents d'accueil. Sa Carte Nationale d'Identité (CNI) sera alors remise en guise de caution.**

Lorsqu'un usager achète une entrée pour l'activité « Aquagym » ou « Workout », il bénéficie de l'accès au Centre Aquatique.

Par contre, il se verra doté d'un bracelet en silicone **qui devra impérativement être restitué au Maître-Nageur, une fois la séance terminée.**

#### **III. Les modalités tarifaires**

Les principaux tarifs ont fait l'objet d'une délibération (N° 24-57) lors du Conseil Municipal du 25 septembre 2024, mais doivent être réactualisés comme suit (en vert ce qui est modifié ou ajouté) :

- Entrée simple : 4€ pour les Billysiens / 5€ pour les Extérieurs.
- Entrée gratuite pour les moins de 3 ans.



- Entrée simple pour les moins de 12 ans : 3€ pour les Billysiens / 4€ pour les Extérieurs.
- Entrée simple + Bien-Etre : 15€.
- Leçons moins de 12 ans : 10 leçons 60€ pour les Billysiens / 100€ pour les Extérieurs.  
Pour 5 leçons. : 30€ pour les Billysiens / 50€ pour les Extérieurs
- Leçons plus de 12 ans : 10 leçons 100€ pour les Billysiens / 130€ pour les Extérieurs.  
Pour 5 leçons. : 50€ pour les Billysiens / 65€ pour les Extérieurs
- Activité WORKOUT : 8€ pour les Billysiens / 12€ pour les Extérieurs
- Activité AQUAGYM : 6€ pour les Billysiens / 10€ pour les Extérieurs
- Bébés nageurs : 8€ les Billysiens / 10€ pour les extérieurs
- OFFRES SPECIALES 10 entrées achetées, 1 gratuite. Offre valable sur les entrées simples, les entrées moins de 12 ans, l'activité Workout et l'activité Aquagym
- Location de matériel et carte d'adhésion : 2 euros
- Soirée à thème : 10 euros

#### **IV. Les offres**

##### **A/ GRATUITES**

a/ Gratuité lors de matinées, après-midis ou journées Portes Ouvertes.

Dans ce cas, un ticket gratuit sera remis aux usagers bénéficiaires afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

b/ Gratuité en Juillet et en Août pour toute personne en possession de la Carte Jeune (moins de 18 ans).

Dans ce cas, un ticket gratuit sera remis aux usagers bénéficiaires afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

##### **B/ LES OFFRES SPECIALES**

10 entrées achetées = 1 gratuite.

Offre **valable 4 mois** sur les entrées simples, les entrées pour les moins de 12 ans, l'activité Workout et l'activité Aquagym.

Possibilité de report sur présentation d'un certificat médical.

##### **C/ LES OFFRES POUR LES COMITES D'ENTREPRISE**

L'entrée est fixée à 4 euros par personne dès lors qu'un Comité d'Entreprise fait la demande de tarif préférentiel.

##### **D/ LES MANIFESTATIONS CARITATIVES**

Dans le cadre d'une manifestation caritative à l'initiative de la collectivité, l'entrée au Centre Aquatique Louis Aragon pourra être gratuite. Dans ce cas, un ticket gratuit sera remis aux usagers bénéficiaires afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

##### **E/ LES MANIFESTATIONS A THEME**

Le Centre Aquatique pourra proposer des soirées à thème, **sur réservation**.

Le droit d'entrée s'élèvera alors à 10 euros par participant.

## **F/ LES SCOLAIRES**

Les élèves de la commune de Billy-Montigny ont accès au Centre Aquatique **gratuitement**.

Dans ce cas, une carte sera remise à l'enseignant qui badgera et indiquera le nombre d'élèves présents lors de la séance afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

Il en est de même pour l'accueil des enfants dans le cadre des ALSH, du CAJ et des mercredis permanents.

Dans le cadre des créneaux scolaires réservés aux collégiens du collège David Marcelle de la commune, une redevance de 0.50 euro par collégien sera appliquée. Le montant pourra être revu chaque année scolaire.

Dans ce cas, une carte sera remise à l'enseignant qui badgera et indiquera le nombre d'élèves présents lors de la séance afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

Dans le cadre des créneaux scolaires réservés aux communes extérieures, une redevance sera appliquée selon la convention signée.

Dans ce cas, une carte sera remise à l'enseignant qui badgera et indiquera le nombre d'élèves présents lors de la séance afin de maintenir une comptabilité de la fréquentation.

## **V. Les remboursements**

Aucun remboursement ne sera concédé.

## **VI. Les modalités d'encaissement**

### **A/ LES ESPECES**

Le plafond de paiement autorisé pour les espèces est fixé à 300 euros.

Les valeurs faciales de 100€ et plus pourront être refusées selon la situation.

### **B/ LES CHEQUES**

Ce mode de règlement n'est pas accepté.

### **C/ LA CARTE BANCAIRE**

Depuis le 1<sup>er</sup> août 2023, l'impression de la « facturette » carte bancaire « client » n'est plus systématique.

L'utilisateur souhaitant obtenir ce document devra en formuler la demande au moment de la vente.

## **VII. Les rejets de paiement**

Dès lors qu'une transaction opérée par carte bancaire est rejetée par la banque du débiteur (cas d'une carte bancaire mise en opposition), ce dernier doit s'acquitter sans délai de sa créance.

#### **VIII. Les réservations**

Les réservations **sont obligatoires** pour les activités suivantes (car places limitées) :

- Le WORKOUT
- L'AQUAGYM
- Le Bébé nageurs
- Les leçons de natation

Elles se feront à l'accueil du centre Aquatique.

**Les leçons, activités et Bb nageurs sont à réserver obligatoirement et à régler lors de la réservation. En cas d'absence non justifiée par un certificat médical, la « séance » sera facturée (non remboursée, non reportée).**

S'agissant des périodes de vacances scolaires, les créneaux d'activité peuvent varier de la période dite scolaire. Dans cette configuration, les créneaux sont définis à chaque période scolaire.

L'activité d'apprentissage, dite « savoir-nager », **est gérée par le service des Sports de la commune.**

L'activité d'apprentissage, dite « les leçons », **doit obligatoirement faire l'objet d'une réservation au Centre aquatique et sera accordée en fonction du nombre de places disponibles.**

L'utilisateur atteste sur l'honneur, après avis médical, ne présenter aucune contre-indication à la pratique des activités correspondantes.

Aucun certificat médical ne sera demandé.

#### **IX. Règlement intérieur**

**Un règlement intérieur est annexé aux présentes conditions de vente et d'utilisation.**

**L'achat de ticket ou d'abonnement implique le consentement et le respect des CGVU et du Règlement Intérieur.**



## Annexe 6 : Formulaire d'adhésion à la CANUT

Etablissement demandeur : Mairie de Billy-Montigny rue Jean Jaurès 62420 Billy-Montigny / SIRET 216 201 335 000 17

**Objet :** Demande d'adhésion à la CANUT, association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901.

L'Association est un Acheteur sous forme de Pouvoir adjudicateur au sens des dispositions de l'article L1211-1 du code de la commande publique (CCP) ayant pour objet d'exercer une activité de centrale d'achats au sens de l'article L.2113-2 du CCP ou tout texte subséquent le complétant ou s'y substituant.

L'Etablissement reconnaît avoir connaissance de l'objet associatif de la CANUT et de ses statuts qu'il aura pu obtenir sur simple demande formulée par courrier ou par email (canut@canut.org).

L'adhésion d'un établissement représentant un groupement vaut pour son établissement et pour l'ensemble des établissements du groupement.

**L'adhésion à la CANUT est gratuite.** Seuls des coûts d'utilisation des accords-cadres mis à disposition (appelés frais de gestion ou redevances pour l'accès aux marchés) pourront être facturés, permettant de financer le fonctionnement de l'association. La tarification figure en annexe.

La demande d'adhésion porte sur (choisir l'option souhaitée) :

Adhésion en tant que Membre (participation aux votes en AG)	<input checked="checked" type="checkbox"/>
Adhésion en tant que Membre (participation aux votes en AG) ET Demande pour siéger au Conseil d'Administration (selon les places disponibles et les résultats de l'élection en Assemblée Générale)	<input type="checkbox"/>

La demande d'adhésion sera confirmée et matérialisée par la contresignature des présentes.

Fait à Billy-Montigny

le 26 Février 2025

Signature pour l'établissement ou le groupement

Signature pour la CANUT

Bruno TRONI, Maire de Billy-Montigny

Le Président de l'association,  
Ou par délégation,



# Annexe : tarification CANUT en vigueur au 01/01/2024

Coût annuel	Structure >=500 employés			Structure <500 employés			Structure <100 employés		
Structure seule	P.U. HT remisé	Total HT	Total TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC	P.U.HT remisé	Total HT	TTC
1er accord-cadre	600 €	600 €	720 €	300 €	300 €	360 €	150 €	150 €	180 €
2 accords-cadres remise 20%	480 €	960 €	1 152 €	240 €	480 €	576 €	120 €	240 €	288 €
3 accords-cadres remise 30%	420 €	1 260 €	1 512 €	210 €	630 €	756 €	105 €	315 €	378 €
4 accords-cadres remise 40%	360 €	1 440 €	1 728 €	180 €	720 €	864 €	90 €	360 €	432 €
5 accords-cadres remise 45%	330 €	1 650 €	1 980 €	165 €	825 €	990 €	83 €	413 €	495 €
6 accords-cadres remise 50% = PLAFOND	300 €	1 800 €	2 160 €	150 €	900 €	1 080 €	75 €	450 €	540 €

Coût annuel par groupe de structures**	>=400 structures	>=350 < 400 structures	>=300 < 350 structures	>=250 < 300 structures	>=200 < 250 structures	>=150 < 200 structures	>=100 < 150 structures	>= 50 < 100 structures	< 50 structures
Groupe	Nous consulter	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT	Total HT
1er accord-cadre		5 000 €	4 500 €	4 000 €	3 500 €	3 000 €	2 500 €	2 000 €	1 500 €
2 accords-cadres remise 2%		9 800 €	8 820 €	7 840 €	6 860 €	5 880 €	4 900 €	3 920 €	2 940 €
3 accords-cadres remise 4%		14 400 €	12 960 €	11 520 €	10 080 €	8 640 €	7 200 €	5 760 €	4 320 €
4 accords-cadres remise 6%		18 800 €	16 920 €	15 040 €	13 160 €	11 280 €	9 400 €	7 520 €	5 640 €
5 accords-cadres remise 8%		23 000 €	20 700 €	18 400 €	16 100 €	13 800 €	11 500 €	9 200 €	6 900 €
6 accords-cadres remise 10% = PLAFOND		27 000 €	24 300 €	21 600 €	18 900 €	16 200 €	13 500 €	10 800 €	8 100 €